Le siècle soviétique des archives*

Sophie Cœuré

Dans les années 1990 et au début des années 2000, l'effet médiatique et intellectuel provoqué par l'ouverture des archives après l'effondrement de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) a été à la mesure de la longue frustration occidentale concernant l'accès aux sources de l'histoire de l'État et de la société soviétiques, et des partis communistes liés à Moscou. Une réflexion collective s'élabora à chaud pour discuter la rupture historiographique produite par la « révolution des archives » [1]. De premiers essais s'attaquèrent à l'élucidation des conditions de production et de conservation des documents désormais largement accessibles en Russie et dans les États successeurs de l'URSS, prenant le relais de l'œuvre pionnière de Patricia Grimsted en Occident, puis de Tat'jana Horhordina

* La translittération du russe a été réalisée, dans cet article, selon la norme internationale dite scientifique, y compris pour les noms propres, à l'exception des plus courants qui ont été soit convertis phonétiquement du russe vers le français, soit francisés (Trotski, Lénine, Nikita Khrouchtchev, etc.).

1 - Patricia K. GRIMSTED, « Archives of Russia Seven Years after: 'Purveyors of Sensation' or 'Shadows Cast to the Past' ? », *Working paper*, 20, Woodrow Wilson International Center for Scholars, 1998 ; Nicolas WERTH, « L'historiographie de l'URSS dans la période post-communiste », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 30-1, 1999, p. 81-104, qui utilise le terme de « révolution documentaire » ; Stephen KOTKIN, « The State-Is It Us ? Memoirs, Archives, and Kremlinologists », *The Russian Review*, 61-1, 2002, p. 35-51 ; William G. ROSENBERG, « Revolutionary Archives and the 'Archival Turn' », *in* I. FILIPPOV et F. SABATÉ (dir.), *Identity and Loss of Historical Memory: The Destruction of Archives*, Berne, Peter Lang, 2017, p. 327-338.

Annales HSS, 74-3/4, 2019, p. 657-686, 10.1017/ahss.2020.55
© Éditions de l'EHESS

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

en Russie [2]. Le forum des historiens occidentaux dialoguait cependant malaisément avec celui des archivistes russes. Les nombreuses publications russes sur l'histoire des institutions et des pratiques archivistiques à l'ère soviétique demeuraient peu lues et peu traduites, même s'il faut rappeler quelques belles collaborations, couronnées par la publication de recueils de documents. Ce double débat des historiens et des archivistes s'est notablement ralenti depuis les années 2010, alors qu'un registre anthropologique ou autobiographique sur le monde disparu d'une recherche sans archives soviétiques, et sur les effets hérités d'un « ordre matériel du savoir » spécifique à l'URSS, commençait tout juste à se déployer [3].

Il reste donc aujourd'hui nécessaire d'analyser et d'historiciser les spécificités du monde soviétique des archives tel qu'il s'est développé après la révolution d'Octobre 1917. L'interrogation ne porte pas ici sur « l'archive » au sens métaphorique, esthétisé ou philosophique parfois mis en avant [4]. Les archives seront définies par le sens que leur donnaient les contemporains eux-mêmes, c'est-à-dire comme la documentation de leur activité, principalement écrite, déposée ou non dans des institutions d'Archives, avant d'être lues comme sources de l'écriture de l'histoire. Nous suivrons William Rosenberg et Francis Blouin, qui, à l'initiative d'une réflexion collective importante, proposaient de les considérer « non pas simplement comme des dépôts historiques, mais comme un complexe de structures, de processus et d'épistémologies situées au point d'intersection critique entre le savoir érudit,

2 - Voir les éditions successives en version papier et numérique de Patricia K. GRIMSTED, *Archives and Manuscript Repositories in the USSR: Moscow and Leningrad*, Princeton, Princeton University Press, 1972 ; Tat'jana HORHORDINA, *Istorija otečestva i arhivy : 1917-1980-e gg.*, Moscou, RGGU, 1994 ; *Id.*, *Rossijskaja nauka ob arhivah : Istorija. Teorija. Ljudi*, Moscou, RGGU, 2003 ; Antonella SALOMONI, « Un savoir historique d'État : les archives soviétiques », *Annales HSS*, 50-1, 1995, p. 3-27 ; Jan PLAMPER, « Archival Revolution or Illusion ? Historicizing the Russian Archives and Our Work in Them », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, 51-1, 2003, p. 57-69 ; François-Xavier NÉRARD, « Quelles archives soviétiques ? Réflexion sur la constitution des archives du pouvoir stalinien », *Territoires contemporains*, 2, 2011 (http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/publications/historiographie/FX_Nerard.html) et les dossiers « Archives et nouvelles sources de l'histoire soviétique, une réévaluation », *Cahiers du monde russe*, 40-1/2, 1999 et « Archives and Archival Issues of Russia », *Comma: International Journal on Archives*, 3-4, 2002.

3 - Françoise WAQUET, *L'ordre matériel du savoir. Comment les savants travaillent, XVIe-XXIe siècles*, Paris, CNRS Éditions, 2015. Voir également Sheila FITZPATRICK, *A Spy in the Archives: A Memoir of Cold War Russia*, Londres, I. B. Tauris, 2014 ; sur la Roumanie, Katherine VERDERY, « Ethnography in the Securitate Archive », *Acta Universitatis Sapientiae, Social Analysis*, 4, 1-2, 2014, p. 7-29 et les souvenirs publiés sur le site internet de l'Institut d'études slaves de Paris : http://institut-etudes-slaves.fr/mon-urss/.

4 - Pour une analyse critique de cette évolution, voir Étienne ANHEIM, « Singulières archives. Le statut des archives dans l'épistémologie historique, une discussion de *La mémoire, l'histoire, l'oubli* de Paul Ricœur », n° spécial « Fabrique des archives, fabrique de l'histoire », *Revue de synthèse*, 125, 2004, p. 153-182 ; Dietmar SCHENK, « Pouvoir de l'archive et vérité historique », *Écrire l'histoire*, 13-14, 2014, p. 35-53. Suivant la pratique archivistique française, nous utiliserons le terme Archives (avec une majuscule) pour désigner des institutions ou des bâtiments et le terme archives (sans majuscule) quand il s'agit de documents.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

les pratiques culturelles, la politique et les technologies[5] ». Cet article interroge l'existence d'un paradigme soviétique des archives, à travers l'analyse des institutions, des acteurs et de l'archivistique, entendue à la fois comme théorie et pratique, dans le cadre du projet politique communiste marxiste-léniniste mis en œuvre en Russie soviétique après 1917. En revenant sur les processus de collecte, de tri, de catégorisation, de conservation, de destruction et de communication des archives, il s'agit de montrer l'absence de neutralité de celles-ci, de comprendre les spécificités du projet d'archivistique socialiste déployé depuis Moscou et de replacer sa réception et ses usages internationaux dans l'évolution globale de la relation entre archives et pouvoirs au XX^e siècle.

La réflexion actuelle sur la valeur politique et institutionnelle des archives historicise leur autorité, comprise comme une garantie d'authentification de la vérité historique et comme un instrument de pouvoir et de gestion administrative dans la durée. En ce sens, la situation soviétique représente un cas limite en même temps qu'un exemple caractéristique des problématiques des archives contemporaines. L'extension du domaine politique à la propagande, à la surveillance et à la répression de masse a directement touché les archives produites depuis la première moitié du XX^e siècle. Il faut donc autant que possible interroger la spécificité de l'URSS par rapport à d'autres dictatures, aux gouvernances coloniales et aux États bureaucratiques modernes en général[6]. À la lumière de leur critique contemporaine, nous pouvons également comprendre et dépasser le soupçon à l'égard des archives comme source, qui a été fondateur dans l'interprétation occidentale de l'histoire de l'Union soviétique. Tout à la fois réalité et construction politique, la dénonciation de « l'école stalinienne de la falsification » par Trotski dès 1932[7] a culminé dans les lectures du régime soviétique comme totalitaire. Si Hannah Arendt, par exemple, ne négligeait pas l'accès aux documents parvenus en Occident, ni les effets de la déstalinisation, elle insistait néanmoins sur le « handicap décisif » que constituait le manque de « preuves irréfutables », estimant impossible leur apparition à l'avenir. Dans la troisième édition des *Origines du totalitarisme* en 1973, elle affirmait encore : « En d'autres termes, alors que l'on savait depuis toujours que les publications officielles soviétiques servaient à des fins de propagande et n'étaient absolument pas dignes de confiance, il apparaît maintenant que des sources et du matériel statistique fiables n'ont probablement jamais existé nulle part[8]. » Ce pessimisme radical fut abondamment relayé par la

5 - Francis X. BLOUIN et William G. ROSENBERG (dir.), *Archives, Documentation, and Institutions of Social Memory: Essays from the Sawyer Seminar*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2006, p. XV (sauf mention contraire, les citations dans le corps du texte ont été traduites par l'autrice).

6 - Sophie CŒURÉ, « Archives dans les guerres, guerres des archives aux XX^e et XXI^e siècles. Autorité, identité, vulnérabilité », *Pouvoirs. Revue française d'études constitutionnelles et politiques*, 153, 2015, p. 25-36 ; Marie CORNU et Jérôme FROMAGEAU (dir.), *Archives des dictatures. Enjeux juridiques, archivistiques et institutionnels*, Paris, L'Harmattan, 2015.

7 - Léon TROTSKI, *Stalinskaja škola fal'sifikacij*, Berlin, Granit, 1932 (l'ouvrage fut traduit en allemand en 1932, puis en anglais en 1937).

8 - Hannah ARENDT, *The Origins of Totalitarianism: New Edition with Added Prefaces*, San Diego, Harcourt Brace Jovanovich, 1973, p. XXVI, préface à la troisième partie.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

culture de guerre froide, depuis le « Commissariat aux Archives », « branche du ministère de la Vérité », décrit dans le *1984* de George Orwell (1949), jusqu'à la course-poursuite qui mène James Bond à infliger quelques dommages aux rayonnages d'archives de l'ex-KGB dans le film *Golden Eye* (1995). Depuis les années 1960, l'école révisionniste a défendu la légitimité de l'usage critique des écrits produits par le système soviétique lui-même pour comprendre une société moins atomisée et moins passive que ne la décrivait l'école totalitaire[9]. Cependant, ni aux États-Unis ni en Europe ce débat historiographique centré sur la nature du régime et la pertinence d'une comparaison avec le nazisme n'a placé la focale sur la question des sources, pas plus qu'il n'a proposé de comparaison avec leur usage par l'historiographie marxiste soviétique. De fait, l'image d'archives inaccessibles, potentiellement falsifiées, voire largement détruites est demeurée prégnante, notamment en France. À la fin du XX^e^ siècle, elle a encore été mobilisée pour mettre en valeur, *a contrario*, l'apparition de documents présentés comme des preuves factuelles dans les controverses portant sur la relation des élites occidentales avec le stalinisme.

Il ne s'agit pas ici de revenir sur le rapport aux archives dans l'écriture de l'histoire de l'URSS disparue et des relations entre la Russie et l'Occident au XX^e^ siècle, mais d'en proposer un cadre historique et conceptuel. Cet essai de lecture globale des archives soviétiques souhaite contribuer à ouvrir des pistes vers une connaissance plus approfondie de l'organisation et des usages des archives, dans des moments historiques précis et à des échelles différentes, que ce soit dans les républiques et les institutions soviétiques ou en direction du monde communiste. Définir les fondements du projet révolutionnaire bolchevique pour les archives, puis retracer l'évolution générale des administrations et de la profession permettra de comprendre les trois clés du circuit documentaire des archives soviétiques au XX^e^ siècle – l'idéologisation, la violence et le secret – ainsi que la spécificité des fonds personnels et des ego-archives dans l'État et la société socialistes. Cette histoire sera alors repensée à l'échelle de la longue guerre froide internationale et transnationale, qui mobilisa la diplomatie des archives, les spoliations et les transferts et vit naître des contre-archives.

L'archivistique soviétique : deux héritages, un projet révolutionnaire

Notre point de départ se veut positiviste : il y eut une archivistique socialiste parce qu'il y eut, dès 1918, un projet et des réalisations qui se revendiquaient explicitement

9 - Voir Wladimir BERELOWITCH, « La 'soviétologie' après le putsch. Vers une guérison ? », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 18, 1992, p. 7-20 ; Nicolas WERTH, « Le stalinisme au pouvoir. Mise en perspective historiographique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 69, 2001, p. 125-135 ; Sabine DULLIN, « Les interprétations françaises du système soviétique », *in* M. DREYFUS *et al.* (dir.), *Le siècle des communismes*, Paris, Éd. de l'Atelier/Éd. ouvrières, 2000, p. 47-65 ; Martin AUST, « Writing the Empire: Russia and the Soviet Union in Twentieth-Century Historiography », *European Review of History. Revue européenne d'histoire*, 10-2, 2003, p. 375-391.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

comme socialistes, en lien avec la rupture révolutionnaire. Les travaux récents ont cependant permis de réévaluer les éléments de continuité avec la période tsariste et de replacer l'histoire des archives dans la problématique classique de la relation complexe entretenue par la Russie, puis l'URSS, avec les modèles politiques et culturels européens. L'histoire longue des archives russes est marquée par l'héritage d'une culture de l'écrit et de sa conservation bureaucratique, devenu enjeu de pouvoir non seulement politique, mais aussi religieux. Malgré le « règlement général » fondateur de Pierre le Grand en 1720, la tension entre la concentration régalienne des actes à la cour et leur dispersion entre les ministères et les administrations locales de l'empire ne fut jamais résolue au profit d'un réseau centralisé. À la fin du XIX^e^ siècle, les fonctionnaires et les historiens se professionnalisaient en archivistes, tandis que les termes laïcs et latins s'imposaient progressivement : ainsi l'*arhivarius* puis l'*arhivist* remplacèrent-ils le *diakr'*. La réflexion terminologique et classificatoire mobilisant les modèles français et allemand inspira plusieurs réformes avortées et aboutit à la création de l'Union des archivistes russes (Sojuz RAD) au début de l'année 1917 [10]. Cette même circulation européenne des hommes et des lectures faisait entrer les archives russes dans l'écriture savante de l'histoire, par le truchement des historiens de profession et des élites intéressées par le passé national ou local, alors que florissaient les sociétés savantes et ethnographiques [11]. Cependant, le rôle des archives historiques dans le processus d'invention du patrimoine national que connaissait l'empire à la fin du XIX^e^ siècle demeura plus marginal que dans le reste de l'Europe, particulièrement en comparaison avec la France. Seuls les documents religieux firent l'objet d'une réflexion globale, dans le cadre du combat mené par l'Église orthodoxe pour empêcher la patrimonialisation muséale des icônes, des objets liturgiques et des manuscrits [12].

Cet héritage russe se combina avec une dimension bolchevique qu'il faut replacer dans l'histoire du mouvement socialiste européen. Le legs contradictoire des luttes clandestines menées en Russie et au sein de l'émigration conduisait non seulement au culte du secret, au cloisonnement et à la destruction des traces, mais aussi au souci de conserver, afin d'assurer la continuité militante et de témoigner quand viendrait le moment historiquement inéluctable de l'avènement d'une société socialiste. Dès la fin du XIX^e^ siècle, en exil à Genève, à Berlin ou à Stockholm, les différentes branches du mouvement révolutionnaire, les socio-démocrates de toutes tendances ainsi que le mouvement ouvrier juif, le Bund, collectèrent et préservèrent les archives et les publications de leurs partis et fondèrent des bibliothèques, qui

10 - Olga LEONTIEVA, « Two Aspects of the Russian Archival System », *Comma: International Journal on Archives*, 3-4, 2002, p. 41-48 ; J. PLAMPER, « Archival Revolution... », art. cit.
11 - Thomas SANDERS (dir.), *Historiography of Imperial Russia: The Profession and Writing of History in a Multinational State*, Armonk, M. E. Sharpe, 1999 ; Wladimir BERELOWITCH, « History in Russia Comes of Age: Institution-Building, Cosmopolitanism, and Theoretical Debates among Historians in Late Imperial Russia », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, 9-1, 2008, p. 113-134 ; Vera KAPLAN, *Historians and Historical Societies in the Public Life of Imperial Russia*, Indianapolis, Indiana University Press, 2017.
12 - Ekaterina PRAVILOVA, *A Public Empire: Property and the Quest for the Common Good in Imperial Russia*, Princeton, Princeton University Press, 2014, p. 150-155.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

étaient aussi des lieux de rencontres militantes[13]. Parallèlement, le souci d'une pédagogie de la pensée socialiste et de l'histoire destinée à une large éducation populaire marqua profondément la réflexion bolchevique sur le rôle des archives.

À partir du printemps 1917, les gouvernements successifs qui se disputaient l'héritage de la dynastie tricentenaire des Romanov se trouvèrent pris dans les dynamiques concurrentes de destructions accidentelles, d'iconoclasme et d'évacuations qui caractérisent toutes les révolutions et les guerres civiles[14]. De ce chaos, documenté par les souvenirs des survivants, émergea un projet qui s'inscrivit d'abord dans des logiques d'efficacité politique et pratique : il s'agissait d'assurer la continuité de gestion, notamment militaire, et de mettre la main sur les documents des monarques déchus, de la police ou de la politique extérieure, malgré la résistance de leurs administrations[15]. La révolution socialiste des archives ne fut pas vraiment pensée par Lénine : il est aisé de trouver des *verbatim* contradictoires où tantôt il affirme l'urgence de la collecte, tantôt il oppose aux papiers inutiles la « beauté les surpassant infiniment » du monde en construction ; Lénine fut également tenté par l'idée de transformer secrètement les archives notariales en « masse de papier » pour parachever l'abolition de la propriété privée[16]. Dans l'élaboration du décret fondateur qu'il signa le 1er juin 1918 se conjuguaient plusieurs influences, souvent antinomiques. David Rjazanov, militant bolchevique et théoricien marxiste, érudit polyglotte qui présida le Comité central pour l'organisation des archives (TsKUA) de 1918 à 1920, en fut le principal rédacteur. Avec le soutien d'Anatolij Lunačarskij, commissaire du peuple à l'Instruction publique, il s'appuya sur une profession mobilisée pour le sauvetage des documents historiques et sur l'Union des archivistes, qui mit en avant les projets élaborés dans les années 1910, sous la direction de l'historien Aleksandr Lappo-Danilevskij jusqu'à sa mort, de faim et de froid à Petrograd en 1919. Le successeur de Rjazanov, Mihail Pokrovskij, historien médiéviste, était lui aussi un militant chevronné, membre de longue date du parti bolchevique, mais il s'opposa nettement à la « période de

13 - Voir par exemple Jean-François FAYET, « Nicolas A. Roubakine (1862-1946), un militant 'culturo-révolutionnaire' », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, 19, 2003, p. 71-87.

14 - Sur la comparaison entre Révolution française et Révolution russe, voir Evgenij STAROSTIN et Tat'jana HORHORDINA, *Akhivy i revolutsija*, Moscou, RGGU, 2007 ; Evgenij STAROSTIN, « Revolution and Archives: The Experience of the French Revolution of the Late 18th Century and the Russian Revolution of 1917 », *in* I. FILIPPOV et F. SABATÉ (dir.), *Identity and Loss of Historical Memory*..., *op. cit.*, p. 253-266.

15 - Sur l'archivage des documents militaires par les gouvernements blancs et bolcheviques, voir Lada PARIEVA, « Sistema dokumentacii organov voennogo upravlenija antibolševistkih pravitel'estv i Sovetskogo pravitel'stva kak prodloženie tradicij pis'movodstova dorevolucionnoj Rossii, 1918-1920 gg. », *Vestnik Arhivista*, 2, 2018, p. 375-386. Sur les politiques d'archives des gouvernements ukrainiens et le rôle de l'historien Mykhailo Hrushevskiy, voir Iryna MATIASH, « Archives during the Ukrainian Revolution of 1917-1921 », *in* I. FILIPPOV et F. SABATÉ (dir.), *Identity and Loss of Historical Memory*..., *op. cit.*, p. 277-288.

16 - Voir respectivement Kelly A. KOLAR, « Bourgeois Specialists and Red Professionals in 1920s Soviet Archival Development », *Information & Culture*, 53-3/4, 2018, p. 243-270 ; J. PLAMPER, « Archival Revolution... », art. cit. ; E. STAROSTIN, « Revolution and Archives... », art. cit., ici p. 63.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

Rjiazanov » *(rjazanovščina)*, considérée comme trop laxiste avec l'héritage de l'ancien régime. Il engagea les archives dans une rupture révolutionnaire résolue, au nom de l'histoire comme « politique du passé » [17].

Sous le sceau du Conseil des commissaires du peuple (Sovnarkom), le décret « Sur la réorganisation et la centralisation des archives dans la République de Russie » dissolvait toutes les institutions de conservation existantes, constituait un Fonds unique d'archives d'État (EGAF) et établissait les grands principes de centralisation administrative, de conservation scientifique et de proscription des destructions non autorisées par écrit. Début 1919, des décisions complémentaires précisèrent le contrôle sur les papiers des administrations militaires et provinciales, des syndicats et des coopératives. Devenu un monument mythifié et commémoré jusqu'à la fin des années 1980, le décret de 1918 protégea l'investissement professionnel des archivistes. Il servit de référence pour l'utilisation des documents « dans l'intérêt de la construction socialiste », dont Pokrovskij fut le principal théoricien. En 1925, celui-ci publia dans la revue *Arhivnoe delo*, fondée deux ans auparavant, un article programmatique, intitulé « La signification politique des archives » [18]. L'archiviste, soulignait-il, ne devait plus « regarder la vie à la loupe », mais prendre conscience du lien entre son travail et le combat quotidien pour la révolution, dans la tension dialectique propre au marxisme entre la théorie et l'action. À la différence des bourgeois qui, même quand ils analysaient les souffrances du peuple, ne les percevaient que « par la fenêtre de leur cabinet de travail », le prolétariat comme classe devenait en même temps acteur et rédacteur de l'histoire. Contre la table rase radicale prônée par les anarchistes et conscient de la situation matérielle désastreuse des dépôts d'archives à l'issue de la guerre civile, Pokrovskij en profitait aussi pour souligner la nécessité de trier et de conserver certains documents pré-révolutionnaires : « En sauvant les vieux documents d'archives, nous conservons l'arme avec laquelle la classe ouvrière a mené, mène et mènera son combat avec ses ennemis de classe. » Cette ligne directrice allait guider la politique des archives des années 1920 aux années 1980, tant pour l'élaboration d'un « savoir historique d'État » et d'une « mémoire de classe » que comme instrument politique directement utilisable [19].

Administrations et archivistes dans le siècle soviétique

Plus d'un siècle après la mise en place des Archives nationales et départementales par la Révolution française, l'État soviétique en reprit le modèle de centralisation et d'organisation, qui était calqué sur le réseau administratif et accompagnait son

17 - T. HORHORDINA, *Istorija otečestva i arhivy*..., *op. cit.*, p. 314-319 sur Rjazanov, p. 389-394 sur Pokrovskij ; Patricia K. GRIMSTED, « Lenin's Archival Decree of 1918: The Bolshevik Legacy for Soviet Archival Theory and Practice », *The American Archivist*, 45-4, 1982, p. 429-443.

18 - Mihail POKROVSKIJ, « Polititčeskoe Značenie arhivov », republié dans *Sovetskie Arhivy*, 3, 1988, p. 11-15, suivi d'un commentaire critique par Leonid PANIN.

19 - A. SALOMONI, « Un savoir historique d'État... », art. cit.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

évolution. Sous le contrôle de la Direction des Archives de l'État (GAU, puis Glavarhiv et Tsentrarhiv, puis de nouveau GAU) furent créées des Archives centrales de l'URSS distinguant, de part et d'autre de la date fondatrice de 1917, les Archives centrales d'État de la révolution d'Octobre et du développement socialiste (TSGAOR) et les Archives historiques d'État pré-révolutionnaires. Le réseau fédéral comprenait également des centres thématiques : archives littéraires, archives du film, scientifiques et techniques, archives économiques, etc. Les Archives de toutes les républiques soviétiques fédérées non russes et des républiques autonomes de la République socialiste fédérative de Russie (RSFSR) se calquaient sur le même modèle. Dans la dynamique complexe de la construction soviétique, la mise en place du réseau qui se voulait le plus étatisé et le plus systématisé au monde laissa pourtant leur autonomie d'archivage à des administrations ou à des institutions puissantes et organisées, qui échappaient donc tant à la tutelle des Archives centrales qu'à la loi de 1918. Les plus importantes étaient celles du Parti communiste bolchevique (devenu Parti communiste de l'Union soviétique, PCUS), des Affaires étrangères, des organismes de sécurité intérieure et extérieure. L'Académie des sciences, certains musées et quelques grandes bibliothèques surent, de leur côté, jouer du prestige historique et de l'inertie de collections déjà bien constituées pour conserver leurs fonds de manuscrits et d'archives [20].

La tutelle administrative du réseau au niveau de l'URSS varia significativement au gré des évolutions du régime, passant du commissariat du peuple à l'Éducation (1918-1922) au Comité exécutif du congrès des soviets, le VCIK (1922-1938), puis au commissariat du peuple à l'Intérieur (NKVD, devenu finalement le Comité pour la sécurité de l'État, KGB) de 1938 à 1960, période de véritable « militarisation des archives [21] », avant d'échoir enfin au Conseil des ministres. Pendant toute la période, néanmoins, les décisions importantes concernant la gestion des archives exigèrent le visa du Comité central du Parti communiste. Et quelles que fussent les évolutions que connut l'articulation du Parti et de l'État après 1918, le système archivistique soviétique se distingua par un cloisonnement particulièrement fort entre le gouvernement et les administrations d'un côté, les instances du Parti de l'autre. L'Istpart, Commission pour l'histoire de la révolution d'Octobre et du Parti communiste créée sous le contrôle du Comité central (CC) du Parti en 1920, fusionna avec l'Institut Lénine en 1923 pour devenir les Archives centrales du Parti (TSPA), elles-mêmes intégrées en 1931 dans le Musée du marxisme transformé en Institut Marx-Engels-Lénine (IMEL). Stabilisé à la fin

20 - Voir les présentations analytiques de Grimsted d'après les publications soviétiques : Patricia K. GRIMSTED, « Soviet Archives and Manuscript Collections: A Bibliographical Introduction », *Slavic Review*, 24-1, 1965, p. 105-120 et « Regional Archival Development in the USSR: Soviet Standards and National Documentary Legacies », *The American Archivist*, 36-1, 1973, p. 43-66.

21 - Tat'jana HORHORDINA, « Arhivy v 'Zazerkal'e' : arhivovedčeskaja kul'tura totalitarnyh režimov », *in* JU. AFANAS'EV (dir.), *Rossija, XX vek. Sovetskaja Istoriografija*, Moscou, RGGU, 1996, p. 191-215.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

des années 1930, ce réseau centralisé, ramifié dans toute l'URSS, resta géré par le Comité central du PCUS, complètement indépendant de la Direction des Archives de l'État [22].

Cette histoire s'inscrivit dans les scansions de l'histoire politique du pays, la dure période stalinienne restant la plus mal connue. Jusqu'à sa mort en 1932, Pokrovskij dirigea la lutte contre les éléments « politiquement hostiles et socialement étrangers » dans l'administration des archives et la politisation de leur gestion. Rjazanov, directeur de l'IMEL et critique notoire de Staline, fut écarté, arrêté à plusieurs reprises et fusillé en 1938. Une bonne partie des participants au congrès des archivistes de 1929 fut condamnée pour « archivistique bourgeoise », puis le procès de « l'organisation d'espionnage » de la Direction des Archives en 1938 entraîna de nouvelles purges, déportations et exécutions, dont celle du successeur de Pokrovskij, Jan Berzin. Comme leurs collègues professeurs, les déportés archivistes venaient contribuer par leur travail à la construction académique de l'empire soviétique, en devenant, par exemple, les cadres des Archives du Kazakhstan [23]. Le réseau archivistique fut ainsi développé dans les Républiques pendant ces années staliniennes, en s'appuyant également sur les administrations locales. Mobilisés pour des évacuations colossales en 1941 et 1942, alors que les nazis progressaient sur le territoire soviétique, les archivistes virent les espoirs qu'ils avaient fondés, lors de leur congrès de 1943, en « l'humanisation » des archives, déçus par les nouvelles purges d'après-guerre et la campagne antisémite contre le « cosmopolitisme ». Directeur des Archives d'État de 1956 à 1972, Gennadij Belov, formé à l'Institut industriel de la ville de Kujbyšev (Samara) et à l'École du Parti, colonel du KGB, puis recteur de l'Institut des relations internationales du ministère des Affaires étrangères, géra tant le bref dégel khrouchtchévien que la reprise de contrôle brejnévienne. Celle-ci fut marquée par la fermeture de la revue *Istoričeskij arhiv*, qui avait cru pouvoir ouvrir un débat portant notamment sur l'accès aux sources. À la fin des années 1980, la mobilisation d'une partie des archivistes soviétiques pour la préparation d'une nouvelle loi accompagna l'ébullition réformatrice de la Perestroïka [24].

Les Archives, comme toutes les autres administrations, étaient soumises aux impératifs d'une planification proliférante. Le travail des archivistes répondait à de fortes variations de priorités et de moyens, résistant difficilement aux exigences des campagnes de recyclage des « vieux papiers », la *makulatura*. Des périodes d'incurie engorgèrent les bureaux et les sous-sols de certaines institutions de documents non versés, tandis que les réformes administratives, en particulier brejnéviennes, firent affluer les documents des organismes supprimés. La construction *ex nihilo*, puis le

22 - Èduard A. KUPČA, « Dokumenty KPSS o partijnyh arhivah », *Sovetskie arhivy*, 3, 1988, p. 27-35 ; Oleg KHLEVNIOUK *et al.*, « Les sources archivistiques des organes dirigeants du PC(b)R », *Communisme*, 42-43-44, 1995, p. 15-34.

23 - Elena GRIBANOVA, « Vo glave arhivnogo stroitel'stva Kazahstana (1919-1938 gg.) », *Otečestvennyye arkhivy*, 4, 2004, p. 13-25 ; Andrej ELPAT'EVSKIJ, « Čerez 17 let... », *Otečestvennyye arkhivy*, 1992, p. 34-38.

24 - Sophie CŒURÉ, « Protéger, perdre, oublier ses archives dans la défaite ? France 1940, URSS 1941 », *in* G. VERGNON et Y. SANTAMARIA (dir.), *Le syndrome de 1940. Un trou noir mémoriel ?*, Paris, Riveneuve, 2015, p. 249-268 ; Gennadij BELOV, *Glazami dokumentalista*, Moscou, Éd. Luč, 1994 ; T. HORHORDINA, *Istorija otečestva i arhivy...*, *op. cit.*, p. 158-182 ; Andrej ELPAT'EVSKIJ, « Iz istorii neprinjatogo zakona », *Otečestvennyye arkhivy*, 4, 1996, p. 9-15.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

fonctionnement d'une administration des archives à l'échelle de l'immense URSS dut constamment s'affronter à la pénurie de personnels qualifiés. Le combat pour la reconnaissance qu'avaient mené les archivistes occidentaux depuis le milieu du XIX^e^ siècle s'avéra plus difficile encore dans le contexte économique et culturel soviétique. Le manque de moyens entraîna un sous-encadrement chronique dans une administration fédérale qui ne comprenait encore, en 1988, que 10 % d'archivistes professionnels [25]. Une conséquence paradoxale qui en résulta fut l'emploi de spécialistes « bourgeois » non-membres du Parti, un emploi plus massif, dès les années 1920, que dans d'autres secteurs économiques et sociaux. Malgré la méfiance de Pokrovskij, le manque de cadres qualifiés et le relatif désintérêt des leaders du Parti pour ces professions mineures firent alors des Archives un refuge pour l'intelligentsia de l'ancien régime [26]. Ceci perdura même après la formation progressive de spécialistes soviétiques à l'Institut d'histoire et des archives (IAI), fondé en 1931 et intégré au système de l'enseignement supérieur en 1946. Le maintien de professeurs d'histoire et d'archivistique de la « vieille génération » jusque dans les années 1960 permit un passage de témoin des traditions «européennes », en tension constante avec la répression politique qui entraîna une rotation accélérée des cadres dans les années staliniennes [27]. Après les intellectuels marxistes de la période de fondation, les dirigeants des Archives furent choisis parmi les diplomates, comme dans le cas de Berzin, les administrateurs, comme dans celui de son éphémère successeur Mihail Maltsev, puis parmi les gradés du NKVD et du KGB, ainsi qu'en témoignent la nomination du général Iosif Nikitinskij, un fidèle de Lavrentij Berija, et celle des trois directeurs qui le remplacèrent après son éviction en 1947, jusqu'à celle de Belov. Ceux qui succédèrent à ce dernier, Filipp Dolgih (1972-1983) et Fedor Vaganov (1983-1991), étaient de hauts fonctionnaires du PCUS qui avaient orienté leur carrière vers la gestion des bibliothèques et des archives ; tous deux étaient diplômés de l'Institut des sciences sociales, fondé en 1962 sous l'égide du Comité central pour former des spécialistes de l'encadrement et de la propagande [28]. Cette combinaison d'un contrôle serré des grandes décisions par le Parti – et, sous Staline, par la police politique – avec un encadrement bien formé à l'archivistique, sauf pour les centres qui fonctionnaient hors du réseau fédéral, créa une configuration professionnelle singulière. Aussi, tant les souvenirs des archivistes que les « archives des Archives » et le large corpus réglementaire publié jusqu'à la fin des années 1980 permettent d'ouvrir une réflexion sur la spécificité du circuit documentaire des archives contemporaines en Union soviétique, qui s'articula dans ce contexte autour de trois logiques systémiques : l'idéologie, la violence et le secret.

25 - Tat'ijana HORHORDINA, *Istorija arhivovedčeskoj mysl : Učebnik*, Moscou, RGGU, 2012 ; K. A. KOLAR, « Bourgeois Specialists and Red Professionals... », art. cit. ; Fedor VAGANOV, « Žiznennost' leninskih principov arhivnogo stroitel'stva », *Sovetskie arhivy*, 3, 1988, p. 3-11.
26 - Valerii SEDELNIKOV, « Pages de l'histoire des archives dans la Russie soviétique », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 19, 1990, p. 35-38.
27 - Souvenirs de Tamara BATAEVA, « Naš nabor 1945g. byl pervyj poslevoennym... Vospominanija professora R. V. Bataevoj ob Istoriko-arhivnoj Institute », *Otečestvennyye arkhivy*, 1, 2005, p. 89-109.
28 - Pour la biographie des dirigeants des Archives, voir http://archives.ru/rosarhiv/history/rukoboditeli.shtml.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

Le circuit documentaire des archives soviétiques du xx^e siècle : idéologisation, violence, secret

Depuis le XIX^e siècle, les gardiens des Archives élaboraient des réponses professionnelles dans le cadre des États-nations du monde occidental. Le processus archivistique articulait la valeur des documents comme outils administratifs, politiques et diplomatiques et comme sources patrimoniales au service de l'histoire savante ou du récit national [29]. Aucun régime, démocratique ou autoritaire, républicain ou monarchique, n'avait cependant ni élaboré ni mis en pratique – comme le fit le régime soviétique pendant toute son existence – de doctrine réglementaire donnant priorité aux buts politiques, en l'occurrence « la conservation de la mémoire du peuple », « l'intérêt de la construction communiste », voire, selon les termes des circulaires de la période stalinienne, les objectifs « opérationnels » ou « opérativo-tchékistes » [30]. Par son ambition précoce et son application générale à l'empire soviétique, le projet bolchevique différait également profondément des archives de la bureaucratie coloniale, analysées par Ann Laura Stoler dans le cas néerlandais comme une entreprise décousue, désordonnée, battant en brèche « l'arrogante conviction impériale que tout était en ordre », gérée par des fonctionnaires élaborant « des grilles d'intelligibilité [...] à partir d'un savoir incertain » [31]. Suivant une lecture marxiste-léniniste linéaire, tendue vers l'avenir inéluctable d'un monde communiste, l'histoire de la construction du socialisme guidait le travail dans l'ensemble des archives, y compris celles relatives aux périodes « féodale » et « capitaliste ». L'idéologisation du rapport aux archives concerna cependant plus systématiquement les documents créés pendant la période « socialiste », qui constituaient 70 % des documents conservés aux Archives d'État selon une estimation de la fin des années 1980 [32], et sur lesquels notre analyse se concentrera à présent.

Dans la collecte, le traitement et la publication des documents du XX^e siècle, le moment historique de fondation que constituaient la Révolution et la guerre civile fut immédiatement privilégié et demeura prioritaire au fil de la pratique jubilaire des anniversaires. En témoigne l'imposant « Plan des principales mesures de la Direction générale des Archives du Conseil des ministres de l'URSS et des institutions d'archives de l'URSS en lien avec les 50 ans de la Grande révolution socialiste d'Octobre (1966-1970) », validé par le secteur idéologique du Comité

29 - Voir Bruno DELMAS et Christine NOUGARET (dir.), *Archives et nations dans l'Europe du XIX^e siècle*, Paris, École des Chartes, 2004.

30 - Les deux premiers termes figuraient toujours dans le préambule du dernier règlement général des Archives d'État de l'URSS, adopté en 1983, « Osnovnye Pravila Raboty Gosudarstvennyh Arhivov SSSR », disponible en ligne : http://wwwlibussr.ru/doc_ussr/usr_11845.htm. Voir T. HORHORDINA, « Arhivy v 'Zazerkal'e'... », art. cit. et les documents publiés dans Ol'ga KOPYLOVA (dir.), *Arhivy i vlast' : Pervoe poslerevoljucionnoe desjatiletie : Protokoly i žurnaly zasedanij rukovodjaščih organov upravlenija arhivnoj otrasl'ju za 1918-1928 gg. : Sbornik dokumentov*, Moscou, RGGU, 2018.

31 - Ann Laura STOLER, *Au cœur de l'archive coloniale. Questions de méthode*, trad. par C. Jaquet et J. Gross, Paris, Éd. de l'EHESS, [2009] 2019, p. 22.

32 - F. VAGANOV, « Žiznennost' leninskih principov... », art. cit.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

central du Parti communiste, qui détaillait jusqu'au niveau des archives locales *(oblast')* le programme de préparation de documents, d'expositions et de publications [33]. Toutes les Archives des Républiques soviétiques comprenaient une section « A » consacrée à « la Grande révolution d'Octobre et l'établissement du pouvoir socialiste », une section « B » dédiée à la Construction de l'État, une section « C » à l'État et aux administrations, et ainsi de suite [34]. À la fin des années 1920, la description se stabilisa selon un standard qui reprenait la terminologie occidentale du « fonds », puis détaillait par « unité de stockage » *(edinicy hranenija)*, « inventaire » *(opis')* et « dossier » *(delo)*, avant d'être parachevée en un « système scientifique » par l'Institut de recherche scientifique pour la documentation et les archives (VNIIDAD), créé en 1966. Les inventaires pouvaient reprendre les intitulés administratifs et géographiques de l'époque des documents, mais il était explicitement interdit d'utiliser des catégories de classe ou des concepts étrangers, même s'ils étaient présents dans le texte. Il fallait les traduire en fonction de leur interprétation politique « correcte », ce qui donnait par exemple « gouvernement capitaliste », « gardes blancs » ou « éléments antisoviétiques ». Dans les inventaires des années 1970-1980 apparurent des guillemets ou des formules de mise à distance, comme « soi-disant détenus sans jugement ». Les événements historiques n'étaient pris en compte que s'ils s'inscrivaient dans le narratif soviétique. Ainsi, si les Archives ukrainiennes contenaient de nombreux dossiers décrivant la lutte officielle contre la guérilla « nationaliste », « fasciste » ou « bourgeoise », déployée dans les territoires occidentaux de la République au sortir de la Seconde Guerre mondiale, elles n'identifièrent pas comme tels les documents concernant la crise sociale ou le mouvement dissident des années 1970, niés et noyés dans la terminologie positive de la construction économique socialiste ou de l'éducation politique [35].

La tension entre destruction et conservation, qui fait du tri un geste clé du métier d'archiviste, fut marquée en URSS par une violence spécifique. Toutes les polices du monde pratiquaient des saisies pendant les perquisitions et les arrestations, mais la dimension répressive du régime entraîna la création à une échelle inédite de fonds de papiers confisqués. Des destructions ciblées, allant clairement à l'encontre du contrôle prévu par le décret de 1918, éradiquaient la mémoire des « contre-révolutionnaires » lorsque leurs documents étaient inutiles à la justice, qu'ils provinssent de collectivités – notamment le patrimoine religieux dans les années 1920 – ou d'individus. Lors de la deuxième arrestation de Rjazanov, en 1937, les tchékistes brûlèrent directement dans son poêle des lettres, des livres, des papiers trouvés sur sa table de travail et ses photographies. Les moments de crise

33 - Archives d'État russes d'histoire contemporaine (ci-après RGANI), fonds 5 (Appareil du Comité central du PCUS, secteur idéologique), op. 58 (1966), d. 35, p. 57-77.
34 - Vladimir LAPIN, « Hesitation at the Door to an Archive Catalog », *Comma: International Journal on* Archives, 3-4, 2002, p. 49-60, repris partiellement dans F. X. BLOUIN et W. G. ROSENBERG (dir.), *Archives, Documentation, and Institutions...*, *op. cit.*, p. 481-489.
35 - Serhy YEKELCHYK, « The Archives of Stalin's Time: Political Use, Symbolic Value, and the Missing Resolutions », *Comma: International Journal on Archives*, 3-4, 2002, p. 83-91.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

politique furent l'occasion de purges ciblées de documents du parti et de l'État, surtout à la fin des années 1930, puis à la mort de Staline, enfin en 1990-1991. Les « archives des Archives » n'échappèrent pas à ces destructions massives : au début de la déstalinisation, un fichier de dix millions de noms, rassemblant le « matériel compromettant » en provenance de toutes les archives du pays, et qui permettait de poursuivre des membres du clergé, de la noblesse, des « koulaks », etc., fut déménagé et disparut. Inversement, l'incurie administrative permit la survie de cartons oubliés, comme ceux contenant les archives du parti menchevique, demeurés intacts jusqu'à leur ouverture au moment du Dégel [36]. Cependant, à l'exception de la menace directe que représentait l'armée allemande en 1941-1942, le régime soviétique, qui s'installait dans une durée historique justifiée scientifiquement par le marxisme, ne pensa jamais que ses archives pourraient tomber aux mains de l'ennemi étranger, fasciste ou capitaliste. Hors de la lutte contre les ennemis intérieurs, la conservation soigneuse de tous les papiers, qui était politiquement et administrativement plus utile que la destruction, resta la règle jusqu'au dernier moment.

Il s'agissait en effet, structurellement, de contrôler l'ensemble de la chaîne documentaire, depuis les documents courants jusqu'aux archives conservées pour l'histoire, qui étaient issus, selon l'expression de Nicolas Werth, d'une véritable « civilisation du rapport [37] » et devaient refléter « tous les aspects des activités publiques, socio-économiques, scientifiques et culturelles du peuple [38] ». Dès lors, une violence plus discrète et plus continue caractérisa aussi le traitement de ce flux documentaire massif. Les archivistes russes, puis soviétiques avaient adopté, non sans débats, l'un des piliers de l'archivistique occidentale depuis le XIX^e^ siècle : le principe de provenance, c'est-à-dire le respect de l'intégrité du contenu et de l'ordre des documents. Pour autant, ces « dogmes fétichisés », dénoncés comme « bourgeois » dans les années 1930-1940, pouvaient en réalité toujours être abandonnés au profit du principe de pertinence, autrement dit d'une grande latitude laissée aux archivistes pour démembrer les ensembles qu'ils recevaient [39]. Certes, la grande majorité des fonds classés respectaient en réalité la structure initiale et reflétaient l'histoire d'une institution, mais il restait possible à tout moment, en le signalant en principe dans l'inventaire, de répartir tel ou tel document dans d'autres fonds ou d'autres institutions, en fonction de sa valeur scientifique et politique pour la construction du socialisme et de son histoire.

36 - T. HORHORDINA, *Rossijskaja nauka…*, *op. cit.*, p. 317 sur Rjazanov ; Ziva GALILI, « Archives and Historical Writing: The Case of the Menshevik Party in 1917 », *in* F. X. BLOUIN et W. G. ROSENBERG, *Archives, Documentation, and Institutions…*, *op. cit.*, p. 443-450 ; Gennadij BELOV, cité dans http://archives.ru/rosarhiv/history/rukoboditeli/belov.shtml.

37 - Nicolas WERTH, « De la soviétologie en général et des archives russes en particulier », *Le Débat*, 77, 1993, p. 113-128.

38 - Règlement général des Archives d'État de l'URSS (« Osnovnye Pravila Raboty Gosudarstvennyh Arhivov SSSR »), *loc. cit.*

39 - T. HORHORDINA, *Rossijskaja nauka…*, *op. cit.*, p. 66-70 ; Olga LEONTIEVA, « Two Aspects of the Russian Archival System: Part I. The Development of Provenance in Russia », *Comma: International Journal on Archives*, 3-4, 2002, p. 41-44.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

Si une archive absente d'un fonds avait donc bien souvent été déplacée, elle pouvait également n'avoir jamais été versée. Née dans la clandestinité, la conspiration et la guerre civile et extérieure, la pratique du secret perdura comme mode de travail et d'exercice du pouvoir, au moyen d'une « opacité voulue et institutionnalisée [40] ». Si des archives protégées par le secret d'État existaient dans tous les États modernes pour les domaines sensibles – politique extérieure, surveillance politique, puis domaine nucléaire et spatial, statistiques, etc. –, l'Union soviétique se caractérisa par une extension des thèmes concernés, fixés par décret depuis 1922. L'obsession généralisée de la confidentialité entraîna le rationnement et le contrôle des communications télégraphiques, postales ou téléphoniques et des traces écrites, chiffrées ou non, qu'elles laissaient. La recherche d'efficacité en ce domaine laissa une marque profonde sur l'organisation même de l'archivage soviétique, notamment dans ses emprunts aux méthodes occidentales pour la continuité de la chaîne documentaire sous forme de *record management* – sans toutefois que le terme soit employé – ou à travers la mécanisation des fiches utilisées pour retrouver plus rapidement une information [41]. Les pratiques bureaucratiques et matérielles de transmission des instructions confidentielles, leurs blocages et leurs contournements ont suscité des recherches qui éclairent tant sur la période marquée par l'empreinte personnelle de Staline – et sa méfiance extrême envers les fonctionnaires « rats des archives » – que sur les années 1950 à 1970 [42].

Le traitement des archives du Comité central du Parti poussa à l'extrême ces logiques du secret. Pendant toute la période, des instructions multiples encadrèrent la rédaction, la reproduction, la traduction dans les langues nationales et la circulation des informations et des comptes rendus des réunions, ce qui généra des archives secondaires, elles-mêmes secrètes. Ainsi la « Procédure d'enregistrement des documents envoyés par le KGB » détaillait-elle, en un formulaire de sept pages, leur circulation avec le CC, la taille et la marge des rapports, le détail des informations biographiques à fournir par les agents, la hiérarchisation des destinataires et les niveaux de secret [43]. La mention « OP », pour « dossier spécial » *(osobaja papka)*, signalait le plus haut niveau de secret. Les « dossiers spéciaux »

40 - Sabine DULLIN, « Le secret et ses usages : les archives 'sensibles' en URSS », *in* S. LAURENT (dir.), *Archives « secrètes », secrets d'archives ? Historiens et archivistes face aux archives sensibles*, Paris, CNRS Éditions, 2003, http://books.openedition.org/editionscnrs/1520.

41 - Irina KARAPETIANTS et Robert NAHUET, « Problèmes et défis de l'archivistique russe actuelle », *Archives (Association des Archivistes du Québec)*, 30-1, 1998-1999, p. 63-82 ; Yves COHEN, « Administration, politique et techniques. Réflexions sur la matérialité des pratiques administratives dans la Russie stalinienne (1922-1940) », *Cahiers du monde russe*, 44-2/3, 2003, p. 259-308 ; Larissa ZAKHAROVA, *De Moscou aux terres les plus lointaines. Communications, pouvoir et société en URSS*, à paraître (Éd. de l'EHESS).

42 - Voir les auteurs cités dans la note précédente ainsi que Andrea GRAZIOSI, « The New Soviet Archival Sources: Hypotheses for a Critical Assessment » et Jonathan BONE, « Soviet Controls on the Circulation of Information in the 1920s and 1930s », *Cahiers du monde russe*, 40-1/2, 1999, respectivement p. 13-63 et 65-89.

43 - RGANI, fonds 89 (« Secteurs de l'appareil du CC du PCUS, 1949-1991 », documents des Archives présidentielles déclassifiées pour le « procès du PCUS » en 1992), op. 18, d. 52, « Porjadok oformlenija dokumentov napravljaemyh Komitetov Gossudarstvennoj Bezopasnosti pri Sovete Ministrov SSSR v CK SSSR », très secret, 12 mai 1974.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

du CC qui rendaient compte de l'élaboration et de la réception de telle ou telle décision au sommet du Parti, comme le pacte germano-soviétique ou l'invasion de l'Afghanistan, n'étaient pas versés aux Archives du Parti, qui formaient déjà un réseau indépendant de la Direction des Archives de l'URSS ; ils alimentaient, depuis 1926, un « Secteur spécial » du Bureau du Secrétariat du Comité central créé à cette fin. Renommé plus discrètement « 6e Secteur » ou « Archives du Kremlin » et transformé dans les années 1990 en « Archives présidentielles » de la Fédération de Russie, ce fonds reçut aussi des documents confidentiels émanant de la police, de l'armée ou relatifs à la politique extérieure. Les « Archives du Kremlin » incarnent ainsi à l'extrême la conjonction de la distorsion violente des fonds, liée au principe de pertinence, et des pratiques du secret [44].

Le secret concernait enfin l'accès aux Archives. Si la Révolution russe avait retenu de la Révolution française l'idée que tout document créé par la nation constituait un patrimoine à protéger, elle n'avait pas, comme en France plus de cent ans auparavant, confié ses Archives nationales au Parlement, ni ouvert les dépôts à l'ensemble des citoyens. Au début des années 1920, la Direction des Archives fut chargée de réglementer l'accès en lien avec les services producteurs, mais jusqu'en 1993, aucune loi ni aucun décret ne fixèrent de délais temporels d'ouverture des documents ou de procédure de dérogation ou de déclassification [45]. *De facto*, la consultation des documents d'histoire contemporaine demeura réservée à un public très restreint : en priorité les membres des administrations et du Parti, puis les historiens et les archivistes travaillant à la publication des documents pour les revues spécialisées (comme *Krasnyj arhiv*, les *Archives rouges*), les recueils thématiques ou commémoratifs, les expositions, toujours en fonction des priorités de l'histoire socialiste. Tous ceux qui demandaient l'accès à cette documentation devaient remplir un questionnaire précisant l'institution qui les envoyait et justifiait leur demande, mentionnant leurs origines et leur appartenance ou non au parti. Ils n'avaient pas accès aux inventaires et, avant la communication des documents sélectionnés par les archivistes, ceux-ci pouvaient extraire les documents « négatifs » sur les activités du parti ou des dirigeants, voire sceller ou coudre une partie de ces registres déjà soigneusement reliés et numérotés, à la matérialité singulière. La consultation de chaque dossier devait être datée et contresignée, ce qui créa une « archive des Archives » spécifique au système soviétique, comprenant ces formulaires qui documentent de manière continue l'utilisation administrative, policière ou historienne de chaque dossier. À l'intérieur même du réseau des Archives d'État, des ministères ou du Parti, on créa, à partir de la seconde moitié des années 1920, des *spechrany*, sections de conservation spéciale isolées matériellement et administrativement des autres fonds ;

44 - Vitalij AFIANI, « Dokumenty CK Politburo KPSS. Arhivovedčeskie i istočnikovedčeskie problemy », *Otkrytyj Tekst*, 1999, http://opentextnn.ru/history/ et L. ZAKHAROVA, *De Moscou aux terres les plus lointaines…*, *op. cit.* pour les années 1960-1980.

45 - Victoria PROROZOVA-THOMAS, « Accès aux archives soviétiques : difficultés du passé, contradictions du présent », *in* S. COMBE (dir.), *Archives et histoire dans les sociétés postcommunistes*, Paris, La Découverte/BDIC, 2009, p. 33-63 ; E. STAROSTIN, « Revolution and Archives… », art. cit. Pour une perspective comparée, voir Sophie CŒURÉ et Vincent DUCLERT, *Les archives*, Paris, La Découverte, 2019.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

elles contenaient notamment les documents concernés par le secret d'État. Enfin, même pour ce public choisi, il existait, comme on l'a vu ci-dessus, des fonds non versés ainsi que des centres d'archives totalement fermés aux historiens.

La levée de ces différentes formes de secret pouvait devenir une arme politique. Les archives furent instrumentalisées tant pour la succession de Lénine – une lettre datée d'octobre 1917 dans laquelle il critiquait Lev Kamenev et Grigorij Zinov'ev fut par exemple publiée dans la *Pravda* du 1er novembre 1927 – que pour celle de Staline [46]. En 1955, Nikita Khrouchtchev confia à Piotr Pospelov, directeur de l'IMEL, un rapport sur les répressions qui avaient frappé les membres du parti après 1934. La commission Pospelov accéda aux archives des organes de surveillance et de répression afin de produire une longue étude sur les « violations de la légalité socialiste » par Staline, document réservé aux dirigeants du Parti [47]. Ce fut la matière du « rapport secret » soumis au XXe congrès du PCUS, dont la circulation dans le pays et à l'étranger révéla par ailleurs les failles des strictes instructions de confidentialité. Dans la dynamique de la déstalinisation, les centres d'archivage furent mobilisés pour contribuer aux procédures de réhabilitation en traitant les dossiers des anciens détenus ou fusillés. Des documents secrets auparavant conservés par la police politique ou l'armée furent versés aux Archives d'État. L'accès des lecteurs devint plus aisé et s'ouvrit même aux documents du Parti communiste, indispensables à l'écriture de l'histoire soviétique en raison du rôle clé de celui-ci dans la décision et la gestion étatiques, en matière de politique intérieure, centrale et locale comme sur le plan de la politique extérieure. Cent-vingt étrangers et soixante chercheurs soviétiques purent par exemple travailler aux Archives de l'Internationale communiste de 1958 à 1966, toujours sur autorisation du Comité central et dans des dossiers sélectionnés en amont. L'IMEL amorça alors une collaboration avec les Archives d'État pour un travail « scientifique », en préparant un premier guide des Archives centrales du PCUS en 1957-1960, qui ne put être publié. De même, l'autorisation d'accès à ces fonds aux non-membres du parti fit long feu. La fenêtre se referma en effet sous Brejnev, avant une nouvelle ouverture à la fin des années 1980 [48].

Fonds personnels et ego-archives dans l'État et la société socialistes

En créant un « Fonds unique d'archives d'État », le décret signé par Lénine contribuait à construire une société qui serait, à terme, entièrement socialiste et dans laquelle,

46 - T. HORHORDINA, *Istorija otečestva i arhivy*..., *op. cit.*, p. 101.

47 - Nicolas WERTH, « Histoire d'un 'pré-rapport secret'. Audaces et silences de la commission Pospelov, janvier-février 1956 », *Communisme*, 67-68, 2001, p. 9-38, repris *in* N. WERTH, *La terreur et le désarroi. Staline et son système*, Paris, Perrin, 2007 ; Mihail PROZUMENŠČIKOV, « 'Sekretnyj' doklad N. S. Hruščeva na XX s''ezde KPSS i meždunarodnoe kommunističeskoe dviženie », *in Doklad N. S. Hruščeva o kul'te ličnosti Stalina na XX s''ezde KPSS : Dokumenty*, Moscou, ROSSPÈN, 2002, p. 17-40.

48 - È. A. KUPČA, « Dokumenty KPSS... », art. cit. ; Oleg NAUMOV, « Voprosy dostupa, pol'zovanija i ispol'zovanija dokumentov RCHIDNI », *Otečestvenye Arhivy*, 2, 1996, p. 3-9.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

immédiatement, la propriété privée était abolie. En 1919, d'autres décrets précisèrent la nationalisation de la documentation préexistante – de l'Église orthodoxe, des entreprises, des partis et des syndicats, des « écrivains, compositeurs, artistes et scientifiques russes décédés » – et rendirent impossible la constitution de nouvelles collectes dans un cadre autre qu'étatique. Ainsi s'effaçait la frontière entre public et privé, une dichotomie profondément intériorisée par l'archivistique nationale européenne – en particulier française –, et qui concernait tant la provenance des fonds que leur gestion. La refonte complète du réseau institutionnel, la constitution de « collections thématiques », fondées sur le principe de pertinence et rassemblant autoritairement des documents d'origine privée comme publique, s'inscrivent dans ce projet démiurgique de remodelage communiste qui concernait la nation, la société et l'individu [49]. Les principales conséquences en furent la naissance des fonds personnels, l'apparition et la collecte d'ego-documents d'un type nouveau et, enfin, le développement de pratiques de conservation clandestine de la documentation privée, personnelle, puis militante.

L'archivistique soviétique se distingua en effet par l'existence de plusieurs milliers de fonds signalés comme « fonds personnels » *(ličnye fondy)* ou « fonds d'origine personnelle » *(fondy ličnogo proishoždenija)*, définis par leur lien avec un individu précis. On y trouvait des documents conservés et organisés par celui-ci – ou, le plus souvent, collectés et reclassés par les archivistes –, qui relevaient de son engagement public, de son activité professionnelle, mais aussi, dans une moindre mesure, de sa vie privée [50]. La naissance de tels ensembles pourrait étonner dans une société fondée sur la glorification du collectif. En réalité, elle s'inscrit à la conjonction de deux logiques : d'un côté, la recherche d'exemplarité pour l'homme socialiste, soumis à l'injonction d'un constant perfectionnement, suivant le modèle des penseurs et des héros du passé et du présent soviétique ; de l'autre, la lutte politique pour la succession de Lénine et le contrôle de l'information.

Dès le début des années 1920, les Archives du Parti créèrent un fonds n° 1 dédié aux écrits de Karl Marx et de Friedrich Engels. Au printemps 1923, soit quelques mois avant la mort de Lénine, déjà très malade, débuta la collecte des autographes du chef de la révolution, premières pièces d'un fonds qui serait logiquement le n° 2, complété ensuite par une dizaine d'autres dédiés à sa famille, à son entourage ou aux témoignages le concernant. Le 11 octobre 1923, Staline faisait promulguer par le Bureau politique du Comité central du Parti bolchevique un décret chargeant celui-ci de « veiller à la saisie de tous les documents ayant un rapport avec les archives du Comité central et l'histoire du PC » et d'« obliger tous

49 - Sur l'articulation public/privé/individu, voir l'interprétation totalitarienne de Michel HELLER, *La machine et les rouages. La formation de l'homme soviétique*, trad. par A. Coldefy-Faucard, Paris, Calmann-Lévy, 1985 et celle de Oleg KHARKHORDIN, *The Collective and the Individual in Russia: A Study of Practices*, Berkeley, University of California Press, 1999, qui insiste sur la filiation avec la culture russe et orthodoxe.

50 - Jean-François FAYET, « De la source à l'objet d'histoire. Esquisse d'une histoire des fonds personnels des centres d'archives soviétiques », *in* S. COMBE (dir.), *Archives et histoire...*, *op. cit.*, p. 93-109 (qui s'appuie notamment sur l'histoire du fonds Radek).

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

les membres du parti et les responsables d'institutions qui possèdent certains documents liés aux archives du CC et à l'histoire du Parti à les soumettre aux Archives du CC, en originaux ou en copies ». La même année, le Conseil des commissaires du peuple adoptait des décrets sur la concentration dans les Archives d'État des « archives des contre-révolutionnaires actifs, ainsi que des personnes ayant émigré hors de la République depuis 1917 » et des archives des Romanov déchus [51]. Les *ličnye fondy* des dirigeants connurent dès lors une histoire heurtée et profondément politique, marquée par les saisies policières et par l'usage des « documents compromettants » *(kompromat)*, dont la justice ou la police politique se servaient pour exercer des pressions personnelles. Ces fonds furent significativement remodelés au fil de l'histoire soviétique, non seulement en fonction de l'effacement ou de la réhabilitation des mémoires, mais aussi compte tenu de la concurrence pour leur conservation qui existait, d'une part, entre les Archives du Parti et les ministères régaliens, et, d'autre part, entre les Archives fédérales et les Républiques – une concurrence qui entraîna de nombreux déplacements physiques de dossiers. Les fonds Trotski ou Buharin, par exemple, furent créés dans les années 1950 à partir des documents saisis chez les deux hommes qui se trouvaient dans le fonds personnel du responsable de leur répression, Nikolaj Ežov, commissaire du peuple aux Affaires intérieures, lui-même destitué en 1938 et fusillé en 1940. Staline, quant à lui, veilla de son vivant sur son propre fonds et sur la recherche de toute documentation concernant sa famille et son passé révolutionnaire en Russie ou en Géorgie. Khrouchtchev reprit cette quête après 1953, mais dans un but opposé, puisqu'il s'agissait d'étayer un discours critique sur le « culte de la personnalité » pratiqué par son prédécesseur [52].

De très nombreux fonds personnels moins sensibles furent constitués par des documents arrivés, selon la terminologie officielle, « en don ou selon toute base légale ». Ils s'inscrivent dans le cadre de l'histoire comparée des pratiques documentaires professionnelles tout en reflétant la célébration des personnalités *(dejateli)* du monde littéraire, artistique, scientifique ou académique, jugées dignes de la mémoire socialiste, russe ou des nationalités des Républiques. La réinvention d'une tradition naissante en Russie permit ainsi à la comtesse Sophie Tolstoï de sauver, dans les années 1920, le musée et les archives fondés à Moscou, à la fin du XIX[e] siècle, dans la maison de l'écrivain [53]. Des milliers de « musées-mémoriaux », ou « maisons-musées », qui conservaient très souvent des archives, furent établis dans

51 - Archives d'État russes de documentation sociale et politique (ci-après RGASPI), fonds 17 (Comité central du PCUS), op. 3, d. 473, p. 4 pour le décret de Staline et *Ličnye arhivnye fondy v gosudarstvennyh hraniliščah SSSR. Ukazatel*, Moscou, Direction des Archives d'État, Bibliothèque Lénine et Archives de l'Académie des sciences, 3 vol., 1962-1963, 1980 (guide de plus de 15 000 fonds) ; voir Zinaida PEREGOODOVA, « Secret Police and the Romanov Family Archives during the Revolutionary Days 1917-1920 » *in* I. FILIPPOV et F. SABATÉ (dir.), *Identity and Loss of Historical Memory…*, *op. cit.*, p. 267-275.

52 - Jurij AMIANTOV, « Struktura arhiva V.I. Lenina i problemy sovremennoj publikacii leninskih dokumentov », https://leninism.su/. Sur ces usages post-staliniens, voir par exemple RGASPI, fonds 558 (Staline), op. 11, d. 211, p. 84-103.

53 - Sofia TOLSTOÏ, *Ma vie*, trad. par L. Jurgenson et M.-L. Bonaque, Paris, Éd. des Syrtes, 2010 ; Georges NIVAT (dir.), *Les sites de la mémoire russe*, vol. 1, *Géographie de la mémoire russe*,

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

toute l'URSS, s'insérant dans une géographie multiple des fonds personnels. Le cadre nouveau de la nationalisation de la propriété intellectuelle servit durablement les enjeux idéologiques de l'art et de la science soviétiques, que ce soit pour conserver ou pour escamoter des documents. À la mort de Trofim Lyssenko à Kiev en 1976, par exemple, les papiers qu'il gardait dans son Institut et à son domicile révélèrent plusieurs exemplaires du discours de 1948, par lequel l'agronome avait entraîné la science stalinienne dans la dénonciation hasardeuse de la génétique bourgeoise en affirmant l'hérédité des caractères acquis, ce qui avait suscité une polémique internationale. Décision fut prise de confier ces archives au KGB, afin d'éviter leur utilisation en Occident « dans un sens qui ne [serait] pas favorable à l'URSS [54] ».

Pour comprendre ces fonds personnels, il faut tenir compte du rôle particulier de l'État et du Parti dans le destin de la production écrite, professionnelle, familiale ou intime des citoyens soviétiques. La constitution et la conservation des diverses formes d'ego-documents, regroupant tant le moi public que le moi privé, ont suscité, dans les années 2000, une large réflexion, transversale ou spécifique à l'Union soviétique [55]. Avec l'alphabétisation, une typologie documentaire de la parole des individus partagée avec le monde « bourgeois » moderne se développa en URSS. Cette typologie comprenait notamment les lettres de dénonciation, les demandes d'intercession, les lettres aux grands écrivains, les aveux judiciaires. Le « dispositif d'imposition d'identités d'État et de parti », selon la formule de Bernard Pudal et Claude Pennetier, suscita également l'apparition et la multiplication de documents spécifiques à la société communiste, comme les autobiographies, devenues obligatoires pour les cadres du Parti, et les formulaires (*spravka*, *harasteristika*), demandés à tout Soviétique promu ou partant en mission à l'étranger [56]. Un autre corpus se forma autour des témoignages rédigés dans le cadre des programmes collectifs d'écriture de l'histoire soviétique mis en place par l'Istpart, puis pour l'*Histoire de la guerre civile* et de l'*Histoire des fabriques et des usines*, toutes deux dirigées par Maxime Gorki. Ce programme, qui encourageait, voire rendait obligatoire la rédaction de « journaux *[dnevniki]* de production » – comprenant des journaux intimes, des essais, des poèmes –, s'interrompit à la fin des années 1930, en même temps que l'utopie d'une

Paris, Fayard, 2007, p. 185-300 ; E. PRAVILOVA, *A Public Empire...*, *op. cit.*, p. 241-269 sur les débats autour de la propriété intellectuelle et de la littérature « nationale » avant 1917.

54 - RGANI, fonds 89, op. 37, d. 15, lettre du président du KGB Jurij Andropov au Comité central du PCUS, 8 décembre 1976 et décision du CC.

55 - Voir Laura ENGELSTEIN et Stéphanie SANDLER (dir.), *Self and Story in Russian History*, Ithaca, Cornell University Press, 2000 ; Brigitte STUDER, Berthold UNFRIED et Irène HERRMANN (dir.), *Parler de soi sous Staline. La construction identitaire dans le communisme des années trente*, Paris, Éd. de la MSH, 2002 ; Jochen HELLBECK (dir.), *Autobiographical Practices in Russia/Autobiographische Praktiken in Russland*, Göttingen, V&R unipress, 2004 ; Catherine DEPRETTO, « Ego-documents en Russie et en URSS : recherches actuelles », *Revue des études slaves*, 78-4, 2007, p. 515-521 ; Malte GRIESSE, *Communiquer, juger et agir sous Staline. La personne prise entre ses liens avec les proches et son rapport au système politico-idéologique*, Francfort-sur-le-Main, Peter Lang, 2011.

56 - Claude PENNETIER et Bernard PUDAL (dir.), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin, 2002, p. 11.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

histoire prolétarienne écrite par le prolétariat lui-même [57]. La collecte de récits de soi s'inscrivant dans l'histoire collective de la construction du socialisme resta cependant une mission des archivistes soviétiques, qui menèrent par exemple au cours des années 1960, dans le contexte du « retour à Lénine », une campagne de recherche des témoins de la Révolution et de la guerre civile, catégorie dans laquelle se trouvèrent compris les journaux intimes, les correspondances et les souvenirs de la Première Guerre mondiale entre 1914 et 1917.

Cette gestion des ego-documents contribua à créer des « archives des Archives », comme celles des commissions de création des fonds personnels des dirigeants ou celles de l'organisation de la collecte de témoignages sur des périodes restées sensibles. Car si certains documents furent officiellement utilisés et publiés après censure – notamment dans le cadre de la Commission pour l'histoire de la Grande Guerre patriotique –, d'autres demeurèrent dans le secret des Archives, comme les matériaux du *Livre noir sur l'extermination scélérate des juifs par les envahisseurs fascistes allemands* rassemblés par Il'ja Èrenburg et Vasilij Grossman, puis, dans les années 1960, ceux de la tentative avortée de l'écrivain Konstantin Simonov pour rassembler des lettres de combattants au front [58]. Les vastes fichiers secrets, dits en russe « cartothèques » *(kartoteka)*, qui permettaient de rechercher rapidement un nom propre, utile à la surveillance politique ou à l'écriture de l'histoire, et les processus d'indexation nominative dans les inventaires, aux entrées soigneusement choisies et hiérarchisées, formèrent d'autres méta-archives concernant les individus, encore inexplorées.

Toute écriture de soi n'était pas sollicitée ou contrainte, et il n'était pas formellement interdit de conserver ou de transmettre des journaux, des lettres, des photos, des manuscrits. Le citoyen soviétique restait toutefois bien conscient de l'emprise qu'exerçait, sur ses archives personnelles, un État susceptible à tout moment de disperser les familles, de transférer un logement, de perquisitionner, saisir ou détruire les papiers lors d'une arrestation [59]. Tout un monde des archives exista en dehors des Archives institutionnelles, qui n'apparut en plein jour qu'après les années 1990. L'écriture, bien calligraphiée ou très serrée, voire en palimpseste, le langage plus ou moins codé, la conservation dans un tiroir ou au creux d'un mur, la préservation par des

57 - Frederick C. CORNEY, *Telling October: Memory and the Making of the Bolshevik Revolution*, Ithaca, Cornell University Press, 2004 ; A. SALOMONI, « Un savoir historique d'État... », art. cit. ; Josette BOUVARD, « Une impossible quête d'identité. La représentation de soi à travers les journaux de production du métro de Moscou 1934-1935 », *in* B. STUDER, B. UNFRIED et I. HERRMANN (dir.), *Parler de soi sous Staline...*, *op. cit.*, http://books.openedition.org/editionsmsh/7616.

58 - Ilya EHRENBOURG et Vassili GROSSMAN (dir.), *Le Livre noir. Sur l'extermination scélérate des juifs par les envahisseurs fascistes allemands dans les régions provisoirement occupées de l'URSS et dans les camps d'extermination en Pologne pendant la guerre de 1941-1945 : textes et témoignages*, trad. par Y. Gauthier *et al.*, Arles, Sorlin/Actes Sud, [1993] 2010 ; Oleg BUDNITSKII, « A Harvard Project in Reverse: Materials of the Commission of the USSR Academy of Sciences on the History of the Great Patriotic War-Publications and Interpretations », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, 19-1, 2018, p. 175-202.

59 - Véronique GARROS, Natalia KORENEVSKAYA et Thomas LAHUSEN (dir.), *Intimacy and Terror: Soviet Diaries of the 1930s*, New York, The New Press, 1995 ; Irina PAPERNO, *Stories of the Soviet Experience: Memoirs, Diaries, Dreams*, Ithaca, Cornell University Press, 2009.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

cercles relationnels choisis montrent combien ces archives furent, à des degrés divers, conçues comme critique politique et comme contre-récit, dans une société où peu de personnel échappait au politique. Ainsi, Ol'ga Frejdenberg, professeure à Leningrad, empêchée de publier pour ses positions dans le domaine hautement sensible de la linguistique, cousine de Boris Pasternak et peut-être lesbienne, avait toutes les raisons de penser qu'elle ne serait pas élue pour la création d'un fonds personnel dans son université, et sans doute d'ailleurs ne le souhaitait-elle pas. Elle dissimula dans une malle son trésor de lettres, de photographies, de recherches « écrites dans des conditions carcérales » et les transmit à une collègue de confiance à la veille de sa mort, en 1955 [60].

Après les années 1950, la circulation clandestine d'écrits manuscrits ou dactylographiés rassembla certains de ces gestes individuels de préservation dans des projets collectifs oppositionnels. Le *samizdat*, « publié par soi », concerna d'abord la littérature interdite ou autobiographique passant de main en main, avant de se déployer vers des contenus sociopolitiques et de prendre la forme de bulletins ou de revues [61]. Pour écrire *L'archipel du Goulag*, Alexandre Soljenitsyne se fit historien autodidacte, en compilant les nombreuses lettres de déportés qu'il avait reçues après la publication autorisée d'*Une journée d'Ivan Denissovitch* en 1962 ; il constitua une équipe d'invisibles bénévoles qui parcourut le pays à la recherche de témoignages oraux. Pour *La roue rouge*, il surmonta l'interdiction d'accéder aux Archives pour documenter les premières semaines de la guerre en 1914 par la consultation de la presse d'époque en bibliothèque [62]. Soljenitsyne reconstitua ainsi toute la chaîne documentaire, de la collecte à la conservation très fragmentaire et clandestine des archives – la mémoire exceptionnelle de l'auteur et celle de son entourage permettant d'assurer la continuité du corpus. Afin de diffuser ce matériau, devenu une œuvre littéraire interdite de publication en URSS, et de faire connaître plus largement la documentation critique provenant de l'intérieur du pays, il fallut passer la frontière du monde soviétique.

Une longue guerre froide des archives : diplomatie, spoliations, transferts et contre-archives

Ces archives de la dissidence jouèrent un rôle important dans la longue guerre froide. Les enjeux diplomatiques, culturels et partisans de l'exportation du modèle

60 - Nina BRAGINSKAJA et Nataĺja KOSTENKO, « Archives et destin d'un chercheur en URSS. Oĺga Mixajlovna Frejdenberg (1890-1955) », *Revue des études slaves*, 85-1, 2014, p. 109-129. Voir aussi Igor NARSKY, « Mémoire familiale et archives privées du XXe siècle soviétique », *Annales HSS*, 68-2, 2013, p. 429-460.

61 - Cécile VAISSIÉ, « Archiver les samizdats de la dissidence russe », *Écrire l'histoire*, 13-14, 2014, p. 129-135.

62 - Alexandre SOLJENITSYNE, *Les invisibles*, trad. par A. Kichilov, Paris, Fayard, 1992 ; *Id.*, *Journal de la roue rouge*, trad. par F. Lesourd, Paris, Fayard, 2018 ; Georges NIVAT, « La roue de l'histoire : Alexandre Soljenitsyne », *Le Débat*, 165, 2011, p. 173-194.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

soviétique s'articulaient alors avec les relations entre l'URSS et le monde capitaliste. Si le gouvernement des Soviets avait dû accepter, en 1921-1922, la stabilisation d'un monde caractérisé, selon l'expression de Lénine, par la « coexistence pacifique », le projet d'instauration d'un communisme mondial, inéluctable et appuyé sur les lois de l'histoire, demeura d'actualité pour tous les dirigeants soviétiques. La contribution des archives à la construction du « socialisme dans un seul pays » et à l'élaboration d'une histoire collective donnait priorité au national et au local, ne serait-ce qu'en raison de la masse de papiers à gérer. Toutefois, la dimension globale fut présente dès 1918 à travers une diplomatie des archives, tantôt ouverte, tantôt secrète, qui allait se déployer tout au long du siècle.

Trotski, premier commissaire du peuple aux Affaires étrangères de la nouvelle Russie soviétique, raconta dans *Ma vie* avoir confié à l'ancien matelot Nikolaj Markin la gestion des archives diplomatiques dont celui-ci s'était emparé les armes à la main ; il le chargea aussi, malgré « l'absence de diplôme » et les « erreurs de grammaire » du jeune bolchevique, de la publication des premiers documents secrets sur l'avant-guerre « impérialiste », dès fin novembre 1917. Trotski soulignait ainsi la volonté prolétarienne de « fermer la boutique » des traités secrets et de la complicité entre gouvernements capitalistes [63]. L'abandon de la « révolution permanente » ne signifia pas le renoncement à l'instrumentalisation des documents sur les origines de la guerre, qui s'inscrivit dès lors dans la pratique plus ancienne et plus policée de la publication de documents diplomatiques, déjà expérimentée par le gouvernement tsariste après la guerre russo-japonaise et relancée tant par les Français et les Britanniques que par les Allemands après 1918. Confiée initialement à Mihail Prokrovskij, la Commission pour l'étude des origines de la guerre souhaitait respecter les standards internationaux de l'édition critique. Elle publia d'abord des documents dans la revue *Krasnij arhiv* et des *Livres noirs*, réalisés pour leur version française par le journaliste du *Figaro* René Marchand, converti au bolchévisme à Moscou. Une commission soviéto-allemande élabora ensuite la série *Les relations internationales à l'époque de l'impérialisme. Documents et archives* ; elle continua à fonctionner en dépit des purges internes et des tensions internationales, jusqu'à la parution d'un vingtième et dernier volume en 1940. Après l'attaque de l'URSS par Hitler, l'Allemagne rompit cette collaboration et mobilisa, pour sa propagande anticommuniste, la commission d'archivistes et d'historiens installée pendant l'occupation de la France dans les locaux mêmes du ministère des Affaires étrangères, sur le quai d'Orsay. Les rapports de Jean Herbette, ambassadeur de France en URSS dans les années 1920, furent par exemple publiés en 1943 à Paris sous le titre *Un diplomate français parle du péril bolchevique*, afin de « déchirer le voile de mensonges dont se recouvraient les plans du Kremlin [64] ». Dans la nouvelle

63 - Léon TROTSKI, *Ma vie*, chap. XIV, 1ère éd. 1929, cité d'après l'édition électronique en anglais : https://www.marxists.org/archive/trotsky/1930/mylife/ch24.htm.

64 - Derek SPRING, « The Unfinished Collection: Russian Documents on the Origins of the First World War », *in* K. WILSON (dir.), *Forging the Collective Memory: Government and International Historians through Two World Wars*, Providence, Berghahn Books, 1996, p. 63-86 ; Sophie CŒURÉ, *La mémoire spoliée. Les archives des Français, butin de guerre nazi puis soviétique (de 1940 à nos jours)*, Paris, Payot, [2007] 2013, p. 19-73.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

joute de publications idéologiquement opposées ouverte par la guerre froide, Staline resta muet face aux Américains et aux Britanniques qui éditaient des volumes d'archives provenant de toute l'Europe non soviétique, consacrés au pacte germano-soviétique de 1939 ou à la politique étrangère de l'URSS. En 1959 seulement, sous la direction formelle du ministre des Affaires étrangères Andrej Gromyko, fut lancé un vaste programme de *Documents de politique étrangère de l'URSS*, qui débuta, logiquement, le 7 novembre 1917. Il s'agissait de présenter une « politique étrangère, fondamentalement différente de la politique des États capitalistes » et de lutter contre les « falsifications dans les pays bourgeois », cette fois sans collaborations extérieures [65].

Les contacts professionnels avec le monde occidental avaient pourtant repris après la coupure stalinienne. Ils avaient été assez denses dans les années 1920, notamment avec la France, lors des visites croisées d'historiens et d'archivistes, comme celle de Evgenij Tarle à Paris et de Charles-Victor Langlois à Moscou, ou à l'occasion d'échanges de publications [66]. Après 1945, l'expertise soviétique s'allia aux traditions nationales à l'occasion des transferts de pratiques archivistiques vers les démocraties populaires européennes et la Chine [67]. Avec la déstalinisation, la participation aux organisations sportives et culturelles internationales devint un élément important du *soft power* soviétique. En 1954, l'URSS rejoignait l'UNESCO et les organismes qui fonctionnaient sous son égide. Les archivistes soviétiques s'engagèrent activement dans le Conseil international des archives (CIA), organisation non gouvernementale basée à Paris, que Filipp Dolgyh présida de 1972 à 1976. Ils y défendirent un modèle socialiste et participèrent aux tables rondes d'archivistique et de droit international. La diplomatie culturelle bilatérale utilisait depuis longtemps, de manière ponctuelle, les livres anciens et les manuscrits comme des biens culturels susceptibles d'être offerts, exposés ou échangés. Charles Braibant, directeur des Archives nationales françaises, avait été l'invité de son homologue soviétique en 1957 et en 1960, contribuant à l'organisation d'une exposition d'archives sur les relations franco-russes pendant la visite de Khrouchtchev à Paris. À cette occasion, dix-neuf dossiers d'archives spoliés par les nazis sous l'Occupation furent offerts en cadeau au général de Gaulle, préfigurant une restitution plus médiatique en 1966 ; ils comprenaient notamment des papiers d'André Maurois et de Julien Cain, dépouillés à Paris en 1940-1941 en tant que

65 - *Dokumenty vnešnej politiki SSSR*, Moscou, Gospolitizdat, 1959, introduction au t. 1, disponible en ligne : http://militera.lib.ru/docs/da/dvp/01/index.html.
66 - E. STAROSTIN, « Revolution and Archives... », art. cit. ; Alexandre GORDON, « Personnalité et destin d'un savant : Iakov Mikhaïlovitch Zakher » et Varoujean POGHOSYAN, « Sur la polémique entre Albert Mathiez et les historiens soviétiques », *Annales historiques de la Révolution française*, 387, 2017, respectivement p. 55-78 et 31-54.
67 - Ce thème reste très peu étudié. Voir cependant Du MEI, « The Role of Archives in Chinese Society » et William C. KIRBY, « Archives and Histories in Twentieth-Century China », *in* F. X. BLOUIN et W. G. ROSENBERG (dir.), *Archives, Documentation, and Institutions...*, *op. cit.*, respectivement p. 426-435 et 436-442.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

juifs et intellectuels antinazis. La présentation soviétique d'un « sauvetage » exceptionnel de ces documents par l'Armée rouge lors de sa progression dans le Reich vaincu ne suscita pas de débat officiel à l'époque [68].

L'URSS était en effet parvenue à garder un secret absolu sur la masse de livres et de documents, privés et publics, juifs et non juifs, spoliés par les organismes du parti ou de l'État nazi dans toute l'Europe, puis récupérés par les « brigades des trophées » soviétiques, qui emportaient systématiquement les ressources économiques et culturelles de l'Allemagne vaincue. Construit au nord de Moscou, le centre des « Archives spéciales » resta invisible dans le réseau des Archives d'État soviétiques. Ses fonds, inaccessibles aux historiens, furent traités par des non-spécialistes assermentés au secret non pas comme patrimoine historique, mais comme ressource d'information sur l'armée et la politique occidentales. L'URSS avait renvoyé en Pologne socialiste ou en Allemagne de l'Est de nombreuses archives spoliées par les nazis. Toutefois, au mépris du droit international qui, depuis la « convention sur le droit de la guerre » signée en 1907, ne reconnaissait aux vainqueurs que le droit de s'emparer de la documentation courante de l'ennemi, Staline conserva des millions de dossiers, historiques ou administratifs, en provenance des pays « bourgeois » – France, Belgique, Pays-Bas, Grèce, entre autres –, quand bien même ils avaient été ses alliés contre Hitler. Suivant le principe de pertinence, ces « trophées » trouvés en Allemagne purent être dispersés par les Archives spéciales dans d'autres centres, musées, bibliothèques. Des documents français et allemands concernant Lénine furent ainsi versés dans son fonds personnel à l'IMEL, tandis que les papiers de l'historien et ministre du gouvernement provisoire russe en 1917, Pavel Miljukov, saisis par les nazis à Paris où il était exilé, furent intégrés aux Archives centrales de la révolution d'Octobre [69]. La guerre froide figea la situation jusqu'aux années 1990, alors que, de leur côté, les États-Unis conservaient tout aussi illégalement un petit fonds d'archives du Parti communiste de la région de Smolensk, occupée après 1941, qui, après avoir été trouvé en Bavière en 1945, fut déposé par les services spéciaux américains aux Archives nationales à Washington [70].

Si la limite entre le droit international et les priorités diplomatiques ou de renseignement était fragile depuis le XIX^e siècle, et le demeura pour les archives « déplacées » lors des conflits internationaux, des guerres civiles et des

68 - S. CŒURÉ, *La mémoire spoliée...*, *op. cit.*, p. 125-177. Sur la restitution très partielle d'archives à la Pologne dans les années 1920, voir Andrzej NIEUWAJNY, « L'URSS et la restitution des archives. Le cas polonais : 1921-1939. Autour du traité de Riga », *in* A. SUMPF et V. LANIOL (dir.), *Saisies, spoliations, restitutions. Archives et bibliothèques au XX^e siècle*, Rennes, PUR, 2012, p. 165-178.

69 - Archives d'État de la Fédération de Russie (ci-après GARF), fonds 9401 (dossiers spéciaux du NKVD-MVD) op. 2, d. 466, 9 novembre 1955 ; op. 20, d. 1725, p. 106, 18 février 1964, correspondances entre les Archives spéciales, les Archives d'État et le Comité central du PCUS sur Lénine ; fonds 5325 (Archives de la Direction des Archives), op. 2, d. 1640, p. 73-107. Rapport pour 1946 sur les archives Miljukov.

70 - Karina DMITRIEVA *et al.*, *The Return of the "Smolensk Archives"*, Moscou, ROSSPÈN, 2005 ; Patricia K. GRIMSTED, Frederik J. HOOGEWOUD et Eric KETELAAR (dir.), *Returned from Russia: Nazi Archival Plunder in Western Europe and Recent Restitution Issues*, Builth Wells, Institute of Art and Law, 2007.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

décolonisations[71], les priorités opérationnelles et la violence faite aux archives collectées à l'extérieur des frontières font singulièrement écho à la politique archivistique intérieure de l'URSS. En 1945, le Fonds des Archives historiques russes à l'étranger (RZIA), constitué à Prague après 1923 par l'émigration antibolchevique, arriva à Moscou à la faveur du règlement de la guerre entre l'URSS et la Tchécoslovaquie. Ce don sous contrainte organisé par le ministre communiste de l'Éducation Zdeněk Nejedlý, qui avait passé la guerre en URSS, comportait des livres, des journaux, des archives des organisations et des personnalités politiques, culturelles et militaires russes avant et après 1917. Il fut secrètement dispersé parmi une trentaine de bibliothèques, de musées et de centres d'Archives soviétiques[72]. La récupération des Archives de Prague revêtait une double dimension : utilisée immédiatement pour lutter contre les « ennemis de l'URSS », elle avait aussi une portée historique et symbolique. Staline, qui élaborait au sortir de la « Grande Guerre patriotique » un discours historique réintégrant les grandes figures du passé russe, s'emparait ainsi de tout un pan de la culture de l'émigration blanche, qui avait précisément mis en avant sa défense du patrimoine et de la langue russes contre leur dévoiement par les Soviets. Ceux-ci allaient poursuivre jusqu'à la chute du régime une politique de collecte sélective du patrimoine culturel russe à l'étranger, par des achats ou en suscitant des dons.

L'enjeu politique et symbolique de la concentration des archives à Moscou prenait donc un sens national, qui relayait et tendait à remplacer la volonté initiale de faire de l'URSS le cœur documentaire du mouvement socialiste international. L'IMEL avait été pensé à l'origine comme un Musée du marxisme. Rjazanov, puis Viktor Adoradskij, son successeur, l'avaient transformé en centre de publication des œuvres complètes des deux pères fondateurs (le Marx-Engels-Gesamtausgabe, MEGA), mais aussi de recherches sur l'histoire du socialisme et de l'anarchisme et sur l'économie et la philosophie politiques en Occident. Dans les années 1920, Rjazanov avait mené une active politique de recherche d'archives, achetées grâce à un réseau de libraires et de correspondants, tels Boris Souvarine, dirigeant de la première génération du Parti communiste français et de l'Internationale, ou Georges Bourgin, historien et conservateur aux Archives nationales. Vis-à-vis de la France, il s'agissait de documenter la généalogie du communisme, avec les fonds de Gracchus Babeuf, de Saint-Simon, de Charles Fourier, de la Commune de Paris, et bien d'autres encore. Les archives de Georgij Plehanov, figure fondatrice du marxisme en Russie, furent achetées à sa veuve. La bibliothèque du parti social-démocrate à Genève entra également dans les fonds de l'IMEL[73].

71 - Sur l'apparition du terme « archives déplacées » *(displaced archives)* et les débats politiques et juridiques depuis les années 1960, voir James LOWRY (dir.), *Displaced Archives*, Londres, Routledge, 2017.

72 - Ol'ga KOPYLOVA *et al.* (dir.), *Fondy Russkogo Zagraničnogo istoričeskogo arhiva v Prage : Mežarhivnyi putevoditel'*, Moscou, ROSSPÈN, 1999.

73 - Jakov ROKITJANSKIJ et Reinhard MÜLLER, *Krasnyj dissident. Akademik Rjazanov - opponent Lenina, žertva Stalina*, Moscou, Akademia, 1996 ; Jonathan BEECHER et Valerii N. FOMICHEV, « French Socialism in Lenin's and Stalin's Moscow: David Riazanov and the French Archive of the Marx-Engels Institute », *The Journal of Modern History*, 78-1, 2006, p. 119-143 ; F. CORNEY, *Telling October...*, *op. cit.*, sur Georgij Plehanov.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

En parallèle avec ces archives historiques, l'idée était de concentrer à Moscou la documentation courante du mouvement communiste international qui avait survécu à l'application des consignes conspiratives de destruction. Les documents de direction des sections nationales de l'Internationale communiste (Komintern), fondée en 1919 et dissoute en 1943, les archives des Brigades internationales évacuées d'Espagne en 1939, puis, entre 1947 et 1956, les fonds du Bureau d'information des partis communistes (Kominform), basé à Bucarest, furent envoyés en Russie et progressivement versés aux Archives du Parti [74]. Partout dans le monde, le militantisme communiste créait des enclaves rouges, avant-gardes politiques et culturelles de la diffusion espérée du modèle soviétique. Avant 1939 et au plus dur de la guerre froide, le transfert physique vers des sanctuaires sûrs, Moscou ou Prague, resta prioritaire. Avec la déstalinisation, l'implantation institutionnelle et parlementaire des partis communistes, en France et en Italie surtout, permit l'apparition de centres de conservation documentaire partisans, à l'intersection des modèles soviétique – notamment pour les systèmes de classification – et « bourgeois ». En France, le Parti communiste créa un Service central de documentation au début des années 1970, au moment du déménagement de son siège parisien place du colonel Fabien. La Bibliothèque marxiste (1956) et l'Institut Maurice Thorez (1965) collectaient les sources et organisaient l'écriture d'une histoire marxiste. Les Français purent faire appel ponctuellement à leurs camarades de Berlin ou de Moscou – en particulier pour obtenir, au début des années 1970, l'envoi de copies en microfilms d'une partie de leurs propres archives de l'entre-deux-guerres. Ni le Komintern et le Kominform, ni le département international du PCUS qui, après 1956, contrôlait moins directement les partis communistes à l'extérieur du monde socialiste, n'organisèrent cependant d'Internationale des archives [75].

Interdire l'utilisation d'informations par les ennemis intérieurs ou extérieurs de l'État soviétique avait été l'un des principes d'organisation des Archives du Parti. De fait, l'exfiltration de documents devint un outil de l'opposition, lorsque Souvarine, Alfred Rosmer et Max Eastman publièrent en 1926 les notes dictées avant sa mort par Lénine, dans lesquelles celui-ci s'inquiétait notamment de la brutalité de Staline. Ce testament, effacé par Staline et réutilisé par Khrouchtchev, resta une source critique jusqu'aux années 1970 [76]. Au moment des procès de Moscou, les commissions internationales d'enquête organisées par le philosophe américain John Dewey et par la Ligue des droits de l'homme française mobilisèrent notamment

74 - Voir Serge WOLIKOW (dir.), *Guide des archives de l'Internationale communiste (1919-1943)*, Paris/Dijon, Archives nationales/MSH Dijon, 2009 et le site internet du projet ANR PAPRIK@2F (Portail Archives Politiques Recherches Indexation Komintern et Fonds français) : https://anrpaprika.hypotheses.org.

75 - Frédérick GENEVÉE, *La fin du secret. Histoire des archives du Parti communiste français*, Ivry-sur-Seine, Éd. de l'Atelier, 2012 ; Marco DI MAGGIO, « Recherche historique et engagement militant : les *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez* dans le dispositif culturel du PCF », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 123, 2014, p. 165-186.

76 - Voir Jean-Louis PANNÉ, *Boris Souvarine. Le premier désenchanté du communisme*, Paris, Robert Laffont, 1993 ; Moshe LEWIN, *Le dernier combat de Lénine*, Paris, Éd. Syllepse, [1967] 2015.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

les archives personnelles de Trotski[77]. L'usage des documents sortis de l'URSS pour l'administration de la preuve et la dénonciation de la falsification des faits et de l'histoire par Moscou fut de règle dans les grandes controverses de la guerre froide comme l'affaire Viktor Kravchenko, puis dans les mobilisations internationales pour la dissidence dans les années 1960-1980. Ainsi, pour tous ceux qui, de gré ou de force, quittaient le parti et l'URSS, la préservation des écrits et des documents personnels et politiques dans l'exil restait un enjeu crucial permettant de poursuivre la vie militante et intellectuelle. Victor Serge connut le drame de perdre ses malles de manuscrits, confisquées à la frontière en 1936. De même, Souvarine chercha toute sa vie sa « très rare et précieuse collection d'environ 15 000 volumes ou titres ; 8 caisses d'archives personnelles et de documents », « présentant un intérêt exceptionnel quant à certains aspects de l'histoire contemporaine de l'Europe », « rarissimes », « infiniment précieu[x] pour [s]es travaux à venir », qui avaient été spoliés par les nazis à Paris et dont il ne retrouva qu'une infime partie[78]. La question de la mise à l'abri de ces fonds, privée ou publique, en Europe ou aux États-Unis, se posa pour Souvarine comme pour les exclus et les déçus de l'internationalisme communiste et de la Révolution russe, tels Trotski, Jules Humbert-Droz, Pierre Pascal ou encore André Marty[79]. Leur nature composite témoigne de la naissance d'un espace documentaire transnational de l'opposition antisoviétique : s'y trouvaient rassemblés des écrits autobiographiques, des essais, de la presse et des brochures devenues inaccessibles en URSS et documentant le présent soviétique comme le passé tsariste ainsi que des correspondances en exil et avec la Russie, souvent destinées à être lues collectivement.

Des années 1920 aux années 1980, ce patrimoine mémoriel de la gauche non communiste – au sens du communisme soviétique – a donc été recherché comme une ressource utile au combat idéologique qui mobilisait les partis et opposait les États. Cambriolages, spoliations, destructions et sauvetages jalonnent les circulations de ces collections entre l'Union soviétique, l'Europe « bourgeoise », l'Europe nazie et

77 - Romain PUDAL, « Pour une analyse comparée de l'engagement politique des intellectuels en France et aux États-Unis lors des procès de Moscou de 1936-1938 », *Sociétés contemporaines*, 64, 2006, p. 95-113.

78 - Sur l'abondante correspondance de Boris Souvarine à la recherche de ses archives, voir le fonds Souvarine à la Houghton Library, Harvard College, bMs Fr 375 : sont cités ici les brouillons de lettres pour le United States Treasury Department-Foreign Funds Control, 28 août 1943 ; pour les Bundesarchiv de Coblence, 2 décembre 1968 ; pour le Staatsdruckerei de Vienne, 8 décembre 1971. Sur Serge, voir Susan WEISSMAN, *Dissident dans la révolution. Victor Serge, une biographie politique*, trad. par P. Le Tréhondat et P. Silberstein, Paris, Éd. Syllepse, [2001] 2006. Sur Pascal, voir Sophie CŒURÉ, *Pierre Pascal. La Russie entre christianisme et communisme*, Lausanne, Noir sur Blanc, 2014.

79 - Archives de Jules Humbert-Droz, publiées par l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam et l'université de Bochum sous la direction de Siegfried Bahne et de Dordrecht D. Reidel, 1970-1972 ; Paul BOULLAND, Claude PENNETIER et Rossana VACCARO, *André Marty, l'homme, l'affaire, l'archive. Approches historiques et guide des archives d'André Marty en France*, Paris, Codhos éditions, 2005 ; Deale REED et Michael JAKOBSON, « Trotsky Papers at the Hoover Institution: One Chapter of an Archival Mystery Story », *The American Historical Review*, 92-2, 1987, p. 363-375.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

les États-Unis. La fondation de l'Institut d'histoire sociale à Amsterdam et à Paris par Boris Nikolaevskij et Souvarine au milieu des années 1930 marqua la naissance d'institutions de collecte évoluant du militantisme vers une vocation plus érudite, dont l'histoire peut être comparée à celle des bibliothèques de l'exil polonais, ukrainien ou russe [80]. Dès la révolution d'Octobre, les grandes puissances occidentales avaient intégré l'Union soviétique, puis les États socialistes dans la géopolitique documentaire d'institutions dédiées aux relations internationales, comme la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine à Paris et la Hoover Institution for War, Revolution and Peace à Stanford [81]. Des centres spécialisés aux statuts divers apparurent pendant la guerre froide, depuis les Archives d'histoire et de culture russe, fondées en 1951 par l'ancien ambassadeur Boris Bakhmetieff à l'université de Columbia, avec le soutien de la fondation Rockfeller, jusqu'au Centre d'études et de recherches est-européennes (Forschungsstelle Osteuropa) de l'université de Brème en 1982. Contestées par les militants antistaliniens et dissidents, les sources soviétiques restaient entachées du soupçon de « langue de bois », voire de falsification aux yeux des analystes « soviétologues » et des historiens, malgré l'ouverture de rares fonds aux chercheurs occidentaux après les années 1960. En parallèle avec les circuits documentaires d'échanges ou d'achats des publications soviétiques naquit en conséquence le projet de rassembler ce qui peut être défini comme des contre-archives du monde communiste. Il s'agissait de la documentation personnelle emportée par les émigrés de différentes générations ou constituée en exil, des écrits d'opposants, sortis clandestinement de l'URSS ou élaborés à l'étranger qui, comme le souligne Jan Plamper, prenaient le titre de « Chroniques », « Almanach » ou « Mémoire » *(Pamjat')*, tant le champ sémantique des archives avait été saturé négativement par les bolcheviques. S'y ajoutaient des mémoires et des archives orales qui privilégiaient le témoignage vécu par rapport aux narrations officielles. Leur collecte brouillait parfois les frontières entre le renseignement et la recherche académique, ou s'élevait au contraire contre « le monopole d'État sur la mémoire » [82].

80 - Boris I. NICOLAEVSKI, *Les dirigeants soviétiques et la lutte pour le pouvoir*, Paris, Les Lettres nouvelles, 1969 ; Maria HUNINK, *Le carte della rivoluzione. L'Instituto internazionale di storia sociale di Amsterdam, nascita e svilippo dal 1935 al 1947*, Milan, Pantarei, 1998. Sur les bibliothèques slaves émigrées et leur destin, voir Patricia K. GRIMSTED, « Twice Plundered, but Still Not Home from the War: The Fate of Three Slavic Libraries Confiscated by the Nazis from Paris », *Solanus*, 16, 2002, p. 39-76.

81 - Voir Sophie CŒURÉ, « Documentation et géopolitique : la BDIC de la Russie à l'URSS et retour (1917-1991) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 4-100, 2010, p. 21-31 ; C. VAISSIÉ, « Archiver les samizdats... », art. cit. et les publications sur internet des projets européens ERC COURAGE *(Cultural Opposition – Understanding the Cultural Heritage of Dissent in the Former Socialist Countries)* et COST NEP4DISSENT *(New Exploratory Phase in Research on East European Cultures of Dissent)*.

82 - Voir, d'un côté, le Harvard Project on the Soviet Social System (1949-1953) : https://library.harvard.edu/collections/hpsss/index.html ; de l'autre, l'Association « Mémoire grise à l'Est » en France : Hélène KAPLAN, « Association 'Mémoire grise à l'Est' », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 24, 1991, p. 48-50 ; Sonia COMBE, « Une association en terres d'aventure. Mémoire grise à l'Est, 1985-1995 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 69, 2003, p. 26-32.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

Lénine contre Kandinsky, ou le fétichisme des archives

Le siècle soviétique des archives ne peut être compris que dans une dimension internationale et transnationale, entraînant des disparitions, des prélèvements, des déplacements d'archives qui consolidèrent le projet étatique et politique soviétique, alors même que la circulation de contre-archives commençait à le contester. La fin de la Perestroïka et les années 1990 ouvrirent une nouvelle période marquée par de profondes ruptures dans le domaine législatif et dans la relation aux archives privées, mais aussi par des éléments de continuité qui expliquent bien des aspects de la configuration actuelle des Archives en Russie, notamment la mobilisation de « contre-archives » citoyennes qui irriguent, encore aujourd'hui, l'activité de documentation de la répression politique menée par l'association Memorial[83]. Stoler a proposé de comparer les archives devenues des sources et des sujets de recherche au « grain », à la fois filigrane du papier et particule du sable qui coule, s'accumule et peut enrayer la machinerie bien huilée de l'écriture de l'histoire[84]. De fait, si nous avons souhaité ici comprendre comment le document arrive à la table ou à l'écran des historiens de l'Union soviétique et du communisme, ceux-ci doivent aussi s'interroger, en amont, sur les processus d'écriture privée et publique et, en aval, sur les délicates questions de lecture posées par ce rapport singulier aux archives. La « 'non-mémoire' collective » contribua bien à une technologie communiste du pouvoir[85]. Le coffre-fort et le *spechran* étaient la plus petite unité des territoires emboîtés du secret et de la répression en Union soviétique : immeubles réservés aux élites, villes fermées de la recherche scientifique et de l'industrie militaire, camps et lieux de déportation. Les sources de l'histoire soviétique et communiste doivent ainsi être lues à la fois avec et contre le grain. Avec, pour saisir l'effet performatif des taxinomies, du secret et du classement, les doublons multiples et le langage bureaucratique. Contre, selon le paradigme de la trace, du double langage, de l'élucidation de l'archive cachée, falsifiée ou manquante.

En 1924, une commission réunissait à l'Institut Lénine des bibliothécaires, des archivistes et des représentants du parti pour discuter longuement et sérieusement des principes socialistes de collecte et de classement des documents de Vladimir Ilitch, appelés à devenir « saints et inviolables »[86]. En 1974, le Comité central du PCUS était informé par le KGB de la découverte en Allemagne de l'Ouest d'une lettre autographe de Lénine, que sa détentrice était disposée à céder à l'URSS en échange d'un tableau de Kandinsky conservé dans les réserves de la galerie Tretjakov. Le troc

83 - Sur ces débuts, voir Hélène KAPLAN, « Entretien avec Veniamin Iofé, président de l'Association 'Le Mémorial' de Léningrad », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 19, 1990, p. 15-22.

84 - Ann Laura STOLER *et al.*, « Suivre les archives dans le sens du 'grain'. Entretien avec Ann Laura Stoler », *Écrire l'histoire*, 13-14, 2014, p. 169-174.

85 - Francis X. BLOUIN et William G. ROSENSBERG, *Processing the Past: Contesting Authority in History and the Archives*, Oxford, Oxford University Press, 2011.

86 - Mihail ZELENOV et Mihail IROŠNIKOV (dir.), « 'Dokumenty Vladimira Il'iča dolžny hranit'sja svjato i neprikosnovenno'. Formirovanija pravil hranejia, opisanija i učeta leninskogo nasledija, 1924 g. », *Istoričeskij arhiv*, 3, 2018, p. 14-25.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press

fut accepté[87]. Les effets historiographiques de cette archivistique soviétique sont multiples et gagnent à être objectivés. L'exemple des archives de Lénine, qui furent si longtemps de précieuses reliques et les premières sources factuelles de référence avant d'être immédiatement démonétisées après 1991, peut nous alerter sur le fétichisme des archives, en replaçant les questions et les analyses historiennes au cœur des mécanismes de compréhension du XX^e^ siècle soviétique et communiste.

Sophie Cœuré
Université de Paris, ICT
sophie.coeure@u-paris.fr

87 - RGANI, fonds 89, op. 46, d. 32, correspondance Secrétariat du CC, KBG (Andropov) et ministère de la Culture (Furceva), février 1974.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.55 Published online by Cambridge University Press